



RÉGION ACADÉMIQUE
GRAND EST

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RAPPORT D'ACTIVITÉ DES SERVICES

 Académie de
REIMS

 Académie de
NANCY-METZ



Académie de
STRASBOURG 

Année 2023/2024



Éditorial



Les services régionaux de la région académique Grand Est et les services inter-académiques présentent pour la deuxième année consécutive, leur rapport d'activité. Implantés dans les trois académies de Nancy-Metz, Reims et Strasbourg, ces 13 services impulsent et coordonnent, sous l'autorité du recteur de région, en relation étroite avec les recteurs d'académie et la rectrice déléguée à l'Enseignement supérieur, la Recherche et l'Innovation, les politiques publiques régionales au service de nos territoires, de nos établissements, de nos élèves et de nos étudiants.

L'action de la région académique est fixée dans le cadre de la feuille de route établie en lien avec le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques. A mes côtés, le secrétaire général de la région académique pilote l'action des services en charge de la mise en œuvre de notre feuille de route. Il conçoit, met en œuvre et accompagne la nouvelle organisation fonctionnelle et territoriale des services de la région académique.

L'année 2023-2024 a été rythmée par le lancement de la nouvelle feuille de route de la région académique dans un contexte de transition économique, écologique, numérique et démographique sans perdre de vue les enjeux liés à la formation, à l'insertion professionnelle et à l'engagement des jeunes. Les actions des services régionaux et des services inter-académiques répondent ainsi aux quatre axes définis par la région académique Grand Est pour les trois années à venir :

- Les enjeux de formation et d'insertion professionnelles,
- Le soutien aux politiques de développement de l'engagement des jeunes qui deviennent acteurs des changements à venir,
- La mobilisation collective autour des enjeux de l'enseignement supérieur s'agissant de l'accompagnement des universités, de l'amélioration de la vie étudiante et du soutien à la politique de recherche,
- Le renforcement de notre capacité à accompagner les transitions en renforçant notre pilotage, en soutenant la transition numérique et en favorisant la transformation écologique de l'État.

Je citerais à titre d'exemples quelques actions phares portées par nos services : la transformation de la carte des formations qui vise à développer les formations insérantes ; l'amélioration de l'orientation des élèves au collège et au lycée par le déploiement de la découverte des métiers, la lutte renforcée contre le décrochage scolaire, une transition accompagnée entre l'enseignement scolaire et l'entrée dans le supérieur ; le renouvellement du marché de l'Espace numérique de travail 2024 pour les collèges et les lycées de la région académique ou encore le renforcement des actions en faveur de la vie étudiante (santé, restauration, logement)...

La région académique va poursuivre le travail engagé, en cohérence avec les priorités de l'année scolaire 2024-2025 fixées par le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse. « Assurer la cohésion sociale dans l'École et par l'École, pour ne laisser aucun élève sur le bord du chemin » guidera notre action pour l'année à venir. Nous continuerons à œuvrer en faveur d'une éducation de qualité, d'une école qui réduise les inégalités et permette de construire notre avenir commun.

A travers ce bilan, je tiens à remercier chaleureusement l'ensemble des personnels de la région académique de leur engagement au quotidien. Je salue également la préfecture de région ainsi que la Région Grand Est et l'ensemble de nos partenaires avec qui nous travaillons étroitement au quotidien.

Richard Laganier

Recteur de la région académique Grand Est,
recteur de l'académie de Nancy-Metz,
chancelier des universités



La région académique Grand Est

| | |
|--|----|
| — Présentation | 6 |
| — Les moyens humains | 7 |
| — Les partenariats | 7 |
| — Le suivi des politiques prioritaires du Gouvernement | 9 |
| — Missions et domaines d'action | 10 |
| — Organigrammes | 11 |

Rapport d'activité des services régionaux

| | |
|---|----|
| — Délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (DRAJES) | 15 |
| — Délégation régionale académique à la recherche et à l'innovation (DRARI) ... | 21 |
| — Délégation régionale académique à la formation professionnelle initiale et continue et à l'apprentissage (DRAFPICA) | 25 |
| — Délégation régionale académique à l'information et à l'orientation (DRAIO) . | 28 |
| — Délégation régionale académique au numérique éducatif (DRANE) | 33 |
| — Délégation de région académique aux relations européennes, internationales et à la coopération (DRAREIC) | 37 |
| — Direction régionale académique de l'enseignement supérieur (DRAES) | 42 |
| — Direction de l'immobilier de la région académique Grand Est (DIRAGE) | 48 |
| — Direction régionale académique des achats (DRAA) | 52 |

Rapport d'activité des services inter-académiques

| | |
|---|----|
| — Direction des systèmes d'information du Grand Est (DSIGE) | 60 |
| — Service inter-académique des concours (SIAC) | 62 |
| — Service inter-académique des statistiques (SIAS) | 65 |
| — Service inter-académique des affaires juridiques (SIAAJ) | 67 |

| La région académique Grand Est

LA RÉGION ACADÉMIQUE GRAND EST

Créée en janvier 2020, la région académique Grand Est est constituée des académies de Nancy-Metz, Reims et Strasbourg. Elle accueille 908 280 élèves¹ dans 4254 écoles et 898 collèges et lycées ainsi que 219 318 étudiants².

Le pilotage d'un certain nombre de missions stratégiques est désormais assuré dans un cadre régional (carte des formations professionnelles et continues, apprentissage, enseignement supérieur, recherche et innovation, information et orientation, numérique éducatif, relations internationales, jeunesse, engagement et sports, immobilier de l'Etat, achats) et une plus grande mutualisation des fonctions "support" est recherchée (systèmes d'information, concours, études et statistiques, fonctions juridiques).

— La région académique Grand Est compte 9 services régionaux :

- Délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (DRAJES)
- Délégation régionale académique à la recherche et à l'innovation (DRARI)
- Délégation régionale académique à la formation professionnelle initiale et continue et à l'apprentissage (DRAFPICA)
- Délégation régionale académique à l'information et à l'orientation (DRAIO)
- Délégation régionale académique au numérique éducatif (DRANE)
- Délégation de région académique aux relations européennes, internationales et à la coopération (DRAREIC)
- Direction régionale académique de l'enseignement supérieur (DRAES)
- Direction de l'immobilier de la région académique Grand Est (DIRAGE)
- Direction régionale académique des achats (DRAA)

— et 4 services inter-académiques :

- Direction des systèmes d'information du Grand Est (DSIGE)
- Service inter-académique des concours (SIAC)
- Service inter-académique des statistiques (SIAS)
- Service inter-académique des affaires juridiques (SIAAJ)

1 : Effectifs prévisionnels rentrée 2024

2 : Donnée 2023

— Les moyens humains de la région académique Grand Est

Les services régionaux comptent 365 agents.

Pour accompagner les missions de la région académique, 19 postes ont été créés et pourvus en 2023/2024.

Ces créations ont permis de renforcer :

- Le secrétariat général de la région académique (contrôleur de gestion régional – emplois du budget opérationnel de programme (BOP) 214).
- La direction régionale des achats (conseiller en ingénierie d’achat)
- La direction de l’immobilier de la région académique (emploi de référent énergie dans le cadre de la politique de transition énergétique et la mise en œuvre du plan de sobriété pour notamment structurer un réseau de suivi et d’amélioration des consommations énergétiques).
- La direction régionale académique de l’enseignement supérieur (emplois de chargé de mission vie étudiante / politique publiques prioritaires du gouvernement et chargé de mission lutte contre les violence sexuelles et sexistes).

Un effort particulier a également été consenti en faveur des services jeunesse et sports avec la création de 14 emplois supplémentaires. Cette dotation a permis d’accompagner la montée en charge du Service national universel (SNU) au niveau régional et départemental, de rééquilibrer les effectifs entre services départementaux et de renforcer les effectifs chargés des contrôles et notamment dans le cadre de la lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans le milieu du sport.

— Les partenariats la région académique Grand Est

En 2023-2024, la région académique a poursuivi le développement de ses relations institutionnelles via la mise en œuvre de plusieurs partenariats d’envergure.

Conventions signées en 2023-2024 :

- La **14 septembre 2023**, une convention-cadre de partenariat a été signée entre la région académique et la **direction régionale de l’alimentation, de l’agriculture et de la forêt (DRAAF)**, afin de renforcer les relations et rechercher une complémentarité des compétences. Les axes de la convention portent notamment sur : l’information et l’orientation auprès des élèves afin de promouvoir les formations et métiers liés à l’alimentation, l’agriculture et la forêt ; le développement de la complémentarité de l’offre de formation ; le travail autour de l’engagement écologique ; le développement du numérique éducatif.
- Le **20 novembre 2023**, une **convention de partenariat pour la transformation et la valorisation de la voie professionnelle en Grand Est** a été signée pour la période scolaire 2023-2028 entre la **préfecture de Région, la Région Grand Est et la Région académique, en présence de la Ministre déléguée chargée de l’Enseignement et de la Formation professionnels**. Cette convention a pour objet d’affirmer la volonté commune et l’organisation d’un travail partenarial renforcé entre les signataires afin de faire du lycée professionnel un parcours de réussite pour les élèves, préparer les transitions fondamentales et de prendre en compte les priorités pour le territoire régional, notamment dans les secteurs suivants : métiers de la transition énergétique, transition industrielle, métiers du soin, de l’aide à la personne et de l’accompagnement social.
- Une convention-cadre de partenariat a été signée le **7 décembre 2023** entre la région académique et la **direction régionale de l’économie, de l’emploi, du travail et des solidarités (DREETS)** du Grand Est. Les axes de travail portent en particulier sur la lutte contre le décrochage scolaire, la transformation de l’offre de formation professionnelle initiale et continue, la lutte contre les accidents du travail, le développement des certifications relevant du ministère du travail, l’égalité des chances, la dynamisation de la recherche.

Un premier **comité de pilotage** a été organisé le **11 avril 2024** afin que les référents DREETS / région académique puissent se rencontrer. La réunion a favorisé l’interconnaissance mutuelle et permis à tous de prendre connaissance des axes principaux de la convention, de la gouvernance et des outils mis à disposition. Des fiches actions vont être réalisées par les référents d’ici la fin de l’année 2024.

Poursuite de partenariats existants :

- La convention cadre relative à la promotion de la santé en faveur des élèves et des étudiants a été signée le 11 avril 2023 entre la région académique et l'**Agence Régionale de Santé (ARS) Grand Est**.

Un **premier comité de suivi** a été organisé le **26 septembre 2023** en présence des référents, afin de faire connaissance et de dresser un premier état des lieux des actions existantes.

Le **premier comité stratégique** relatif à cette convention s'est tenu le 13 décembre 2023 en présence du recteur de région et de la directrice générale de l'ARS. Il a permis de faire un premier bilan des actions en cours et d'annoncer les perspectives pour l'année 2024.

- La convention régionale relative à l'enseignement en milieu pénitentiaire a été signée le 4 octobre 2022 avec la **Direction interrégionale des services pénitentiaires Grand Est - Strasbourg**.

Le **31 mai 2024**, la **commission régionale de suivi de l'enseignement en milieu pénitentiaire** s'est tenue au **Centre de détention de Toul** en présence du recteur de région académique, du recteur de l'académie de Strasbourg et du directeur interrégional des services pénitentiaires.

Au Centre de détention de Toul, 120 détenus sur 407 sont bénéficiaires du service d'enseignement. 94 heures d'enseignement y sont délivrées chaque semaine.

Dans le Grand Est, 100% des mineurs en détention sont scolarisés.

- En 2023-2024, le travail partenarial s'est poursuivi avec la **Région Grand Est, la DRAAF et la Préfecture de Région** pour contribuer à l'organisation de séjours **SNU** sur le territoire. Une **convention-cadre a été signée le 1^{er} mars 2024**. Plus d'une dizaine de conventions d'application ont ensuite été mises en place entre la Région, la région académique et les établissements volontaires pour accueillir des jeunes lors de leur séjour de cohésion.

Nouveaux partenariats :

- La région académique Grand Est et la **Direction interrégionale de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) Grand Est** ont entamé une démarche partenariale au début de l'année 2024. Plusieurs réunions de travail ont eu lieu afin de commencer à rédiger conjointement une convention régionale.

La convention fixe quatre axes communs à la PJJ et à l'Éducation nationale :

- La lutte contre le décrochage scolaire, notamment grâce aux dispositifs relais
- L'orientation des mineurs suivis par la PJJ
- L'inclusion sociale particulièrement à travers les politiques d'engagement, de jeunesse et de sport
- La prévention et la promotion de la citoyenneté.

La signature de la convention est envisagée pour la rentrée scolaire 2024.

- Une **charte d'engagement régionale relative à la découverte des métiers pour les collégiens** des classes de 5^e, 4^e et 3^e a été rédigée et sera signée le 2 septembre 2024 par l'Etat (région académique, DREETS, DRAAF) et la Région Grand Est.

- Enfin, un partenariat va être initié à la rentrée scolaire 2024 entre la région académique et la Direction régionale de l'**INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques)**, afin de décliner en Grand Est l'accord-cadre déjà signé en mars 2023 entre l'INSEE et le Ministère de l'Education et de la Jeunesse. L'objectif principal de ce partenariat est de d'accompagner la diffusion de la culture économique et sociale, et le bon usage de l'information statistique dans les collèges et lycées sur le territoire.

— Le suivi des politiques prioritaires du Gouvernement

Le suivi des **Politiques Prioritaires du Gouvernement (PPG)** est au cœur de l'action du Secrétariat général de la région académique (SGRA), qui est l'interlocuteur privilégié des ministères (MENJ / MESR) et de la préfecture de région sur le sujet.

Le SGRA effectue un travail de coordination, de recensement d'informations et d'animation en lien avec les services régionaux concernés et en lien avec les 3 académies (via un réseau de référents par PPG) afin de pouvoir rendre compte au recteur de région.

La mise en œuvre progressive de l'outil de pilotage territorialisé des politiques prioritaires du Gouvernement (PILOTE) en 2024 a permis de disposer d'indicateurs et de données de plus en plus précises, facilitant le suivi de chaque PPG.

Les 15 chantiers dans le périmètre de la région académique :

- Améliorer le niveau des élèves dans les savoirs fondamentaux
- Dédoubler les classes en EP et limiter les effectifs à 24 partout ailleurs (Grande section, CP, CE1)
- Lutter contre le harcèlement et le cyber harcèlement scolaires
- Remplacer les professeurs absents
- Mieux orienter les élèves au collège et au lycée
- Faire du lycée professionnel une voie de réussite et d'accès à l'emploi
- Transformer l'école en faisant confiance aux acteurs de terrain
- Rendre l'école plus inclusive
- Mieux accompagner les étudiants (logement, santé, alimentation)
- Offrir à chaque élève une éducation artistique et culturelle
- Assurer 30 minutes de sport par jour à l'école primaire et 2 heures de sport en plus par semaine pour les collégiens
- Etendre le Pass'sport
- Augmenter le nombre d'équipements sportifs
- Généraliser le SNU
- Favoriser l'engagement civique des jeunes

Les différentes PPG font l'objet de suivis et d'échanges lors des instances régionales académiques (Comité régional académique (COREA), comité de direction élargi (CODEL), réunions de chefs de services régionaux) mais aussi lors de comités de pilotage (COFIL) dédiés organisés en préfecture.

Missions et domaines **d'action**

Transformation de l'action administrative

Enseignement supérieur, Recherche et Innovation

Politiques interministérielles

Relations partenariales

Politique
des achats

Fonds européens

Information, orientation et lutte
contre le décrochage scolaire

Jeunesse et sport

Numérique
éducatif

Relations européennes
et internationales

Formation professionnelle initiale
et continue, et apprentissage

Contrat de plan
État-Région

Schéma prévisionnel des formations
des collèges et lycées publics (EPL)

Politique
immobilière



Contactez le Secrétariat général de la région académique Grand Est :
ce.sgra@region-academique-grand-est.fr

ORGANIGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX

Août 2024



Secrétariat Général de la région académique Grand Est
Secrétaire Général de la région académique
François BOHN

Adjointe au Secrétaire général de région académique
Christelle DIDOT-MARTIN
- Pilotage budgétaire
- Coordination des politiques interministérielles
- Transformation de l'action publique

Cabinet
Directrice de cabinet
Anne PADIER SAVOUROUX
Directrice adjointe de cabinet
Pascal BRUNSEAUX
Chef de cabinet du recteur
Thomas BÉNARD
Cheffe de cabinet, directrice de cabinet adjointe en charge de l'Enseignement Supérieur
Sophie PIERRON
Direction de la pédagogie
Laurent HOPPE

Directrices de la communication
Sandra REIMBERGER

DRAJES
Délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports

Délégué régional
Emmanuel THIRY
Adjoint
Jean-Nicolas BIRCK

DRARI
Délégation régionale académique à la recherche et à l'innovation

Délégué régional
Sébastien DESCOTES-GENON
Adjoint
Claude DESCORME
Adjoint
Pascaline TOUTOIS

DRAFFICA
Délégation régionale académique à la formation professionnelle initiale et continue et à l'apprentissage

Délégué régional
Richard CHANTIER
Adjoint
Frédéric BROMONT
Adjoint
Thierry PERIN
Adjoint
Florent ROCHEDIJX

DRAIO
Délégation régionale académique à l'information et à l'orientation

Déléguée régionale
Yoril BAUDOIN
Adjointe
Valérie ANCLIN
Adjointe
Anne DÈMEULEMESTER
Adjoint
Christian CHARDIN

DRANE
Délégation régionale académique au numérique éducatif

Délégué régional
Ali LASED
Adjointe
Christine FRANCOIS
Adjoint
Sébastien LORENTZ

DRAREIC
Délégation Académique aux Relations Européennes, Internationales et à la Coopération

Déléguée régionale
Isabelle WOLF
Adjointe
Adeline WILLAUME-BABIN
Adjointe
Nolwenn HASS
Adjoint
Thibaut TRIQUENEUX

DRAES
Direction régionale académique de l'enseignement supérieur

Directrice régionale
Isabelle COMTE
Adjoint
service de la stratégie, de la contractualisation et de la vie étudiante
Rémy MERTENS
Adjoint
Service de suivi
Julien JACQUOT

DIRAGE
Direction de l'immobilier de la région académique Grand Est

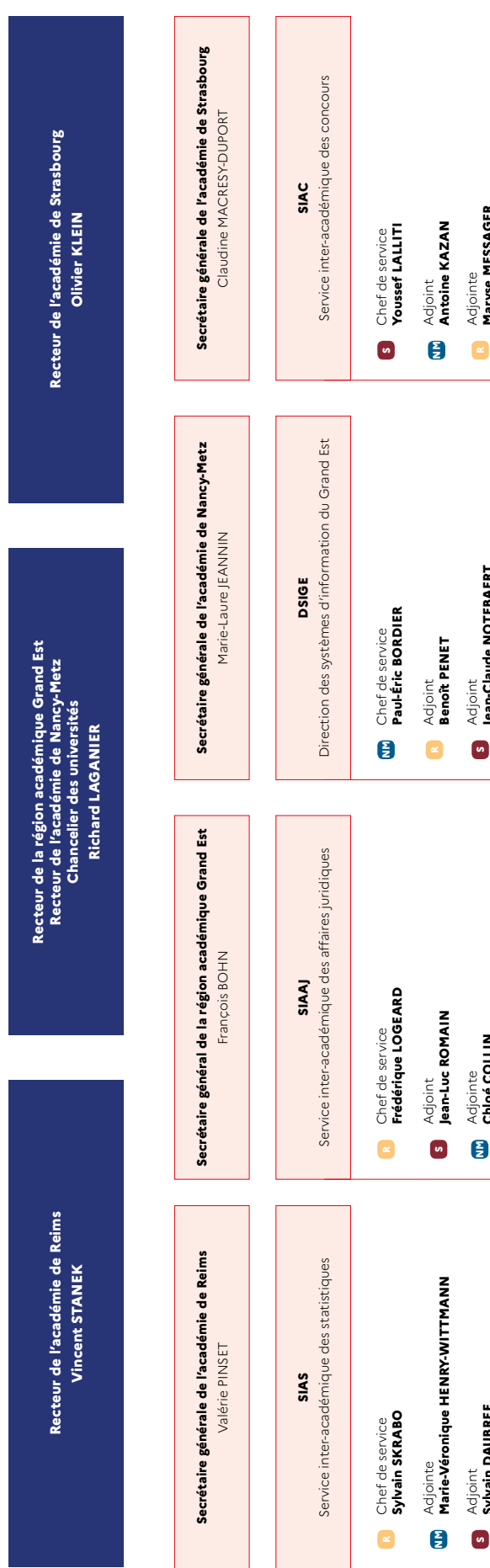
Directeur régional
Gilles CARON
Adjointe
Véronique MAZOYER
Adjoint
Cyhl CREPPY

DRAA
Direction régionale académique des achats

Directrice régionale
Sarah DE BÜCK
Adjointe
Esther FAVRET

ORGANIGRAMME DES SERVICES INTER-ACADÉMIQUES

Septembre 2024



Les personnels d'un service inter-académique sont placés sous l'autorité fonctionnelle de chacun des recteurs et secrétaires généraux pour lesquels le service exerce ses missions.
Le service inter-académique est placé sous l'autorité hiérarchique du recteur de l'académie où est implanté administrativement le siège du service pour les sujets relatifs à l'organisation dudit service.



THE FIRST TABLE

| NAME | AGE | SEX | STATUS |
|------|-----|-----|---------|
| JOHN | 25 | M | Single |
| JANE | 30 | F | Married |
| JOHN | 35 | M | Married |
| JANE | 40 | F | Married |
| JOHN | 45 | M | Married |
| JANE | 50 | F | Married |
| JOHN | 55 | M | Married |
| JANE | 60 | F | Married |
| JOHN | 65 | M | Married |
| JANE | 70 | F | Married |

THE SECOND TABLE

| NAME | AGE | SEX | STATUS |
|------|-----|-----|---------|
| JOHN | 25 | M | Single |
| JANE | 30 | F | Married |
| JOHN | 35 | M | Married |
| JANE | 40 | F | Married |
| JOHN | 45 | M | Married |
| JANE | 50 | F | Married |
| JOHN | 55 | M | Married |
| JANE | 60 | F | Married |
| JOHN | 65 | M | Married |
| JANE | 70 | F | Married |



| Rapport d'activité des services régionaux



CHIFFRES CLÉS

6 547 volontaires sont entrés en mission de Service civique en 2023 pour un total de **11 118** volontaires au 1er janvier 2024.

55 séjours de cohésion du Service national universel organisés pour **6 255** jeunes

98 000 jeunes et **5 431** clubs bénéficiaires du Pass'sport

59 projets subventionnés pour soutenir la dimension populaire et festive des Jeux olympiques et paralympiques sur les territoires pour un montant total de **256 314 €**.

226 équipements sportifs de proximité subventionnés pour une enveloppe de **6 571 779 €**.

1 502 diplômes professionnels des champs de l'animation et du sport et **138** brevets d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD) délivrés



La délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports, sous l'autorité hiérarchique du recteur de région académique et fonctionnelle de la préfète de région, assure l'animation et la coordination des politiques publiques du sport, de la jeunesse, de la vie associative, de l'engagement civique et de l'éducation populaire à l'échelle de la région Grand Est.

Elle compte 57 agents implantés sur trois sites : Châlons-en-Champagne, Nancy (siège) et Strasbourg auxquels il convient d'ajouter 64 conseillers techniques sportifs placés auprès des fédérations ou des ligues et comités régionaux.

La DRAJES s'organise en trois pôles (Sport – Jeunesse, éducation populaire, vie associative – Formation, certification, emploi) et deux missions (Etudes, statistiques, observation – Mission régionale interdépartementale inspection, contrôle, évaluation).



Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2023/2024

En 2023-2024, la DRAJES a piloté la mise en œuvre territoriale de plusieurs chantiers prioritaires du gouvernement ou politiques publiques s'inscrivant dans les grands axes de son document stratégique régional.

— Le service national universel et le service civique

Afin de favoriser l'engagement des jeunes, elle a coordonné l'organisation de **55 séjours de cohésion du Service national universel (SNU)** de 12 jours sur **10 sessions** dont 6 hors temps scolaire. Première étape d'un parcours d'engagement, ces séjours ont permis à ces jeunes de 15 à 17 ans de vivre une expérience de vie collective, d'appréhender autrement les valeurs de la République, de mieux connaître les dispositifs d'engagement, de travailler sur la transition écologique, le patrimoine... En 2024, le dispositif s'est étoffé avec la labellisation de classes et lycées engagés au sein desquels des élèves ont pu travailler, en classe et au long de l'année, sur une des quatre colorations suivantes : Sport et Jeux Olympiques et Paralympiques, Environnement, Défense et mémoire, Résilience et prévention des risques. Parmi ces élèves, **1 556 d'entre eux ont vécu une autre approche durant quatre sessions de séjours de cohésion du SNU. Au final, 4 206 du Grand Est et 2 049 Franciliens ont effectué leur séjour de cohésion en Grand Est.**

La DRAJES pilote aussi le développement du **Service civique** à l'échelle régionale. **2 584 missions ont été agréées et 6 547 volontaires sont entrés en mission pour un total de 11 118 volontaires** en Service civique au 1^{er} janvier 2024.

— Le Fonds de Développement de la Vie Associative

Il permet d'aider le secteur associatif à la formation des bénévoles pour développer les compétences de ces derniers et encourager leur prise d'initiatives et de responsabilités dans la mise en œuvre de leurs actions et de soutenir le fonctionnement global et les projets innovants des associations tous secteurs confondus. A l'issue d'un appel à projet régional et des travaux des commissions départementales et régionale, la Préfète de région a validé, pour 2024, le soutien à 216 actions pour un montant de **346 684 € sur le volet « Formation des bénévoles » et à 1 508 projets pour un total de 4 340 214 € sur le volet « Fonctionnement global et actions innovantes ».**

Le réseau d'appui au développement et à l'accompagnement de la vie associative va considérablement évoluer en 2024 grâce à la mise en œuvre de **la réforme « Guid Asso ».**

Ce dispositif conduira à la transformation du réseau actuel des Centres de Ressources et d'Information aux Bénévoles en un nouveau réseau de plus de 90 structures labellisées « Guid'Asso ». Ce label est organisé autour de 4 niveaux d'intervention : Guid'Asso Orientation, Guid'Asso Information, Guid'Asso Accompagnement Généraliste et Guid'Asso Accompagnement Spécialiste. Chaque structure pourra bénéficier de subventions dédiées.

Les objectifs poursuivis seront les suivants :

- Garantir un accès gratuit et de proximité aux associations des territoires et permettre une meilleure lisibilité du nouveau réseau
- Renforcer les acteurs de l'appui et développer un socle de qualité apporté aux bénéficiaires
- Mettre en réseau et favoriser l'interconnaissance des acteurs
- Co-construire une stratégie territoriale durable de l'appui aux associations.

En 2023, une préfiguration de la réforme sous coordination et pilotage de la DRAJES a été réalisée dans trois départements volontaires (57, 54, 51).

Elle s'est concrétisée par la mise en place d'un premier schéma de déploiement et par l'élaboration d'un plan d'actions pour la mise en œuvre de la réforme sur l'ensemble du territoire régional en 2024. Cette préfiguration a impliqué la DRAJES et l'Union des Mouvements Associatifs du Grand Est ainsi que les Délégués Départementaux à la Vie Associative des trois SDJES volontaires et leurs partenaires associatifs locaux.

— Le domaine du sport

Dans le domaine du sport, l'objectif est de permettre la pratique du sport par les publics qui en sont les plus éloignés.

Ainsi la DRAJES coordonne le déploiement du **dispositif Pass'Sport** qui offre une aide de 50€ par enfant dont les parents bénéficient de l'allocation de rentrée scolaire ou d'éducation d'enfant handicapé pour la prise de licence dans une association sportive. Le Pass'Sport est aussi ouvert aux étudiants boursiers. A l'issue de la campagne 2023, **98 000 jeunes (+ 12 000 par rapport à 2022)** et **5 431 clubs** en ont bénéficié en région Grand Est.

Pour l'année 2023/2024, **24 collèges et 41 associations** ont été concernés par l'extension du dispositif **2 heures de plus au collège pour un total de 726 élèves**.

En cette année olympique, la DRAJES a subventionné **59 projets** portés par les collectivités, les établissements publics et les associations et concourant à soutenir la dimension populaire et festive des **Jeux olympiques et paralympiques** sur les territoires pour un montant total de **256 314 €**.

Parallèlement, **53 projets relatifs à la Grande cause nationale** visant à promouvoir « 30 minutes d'activité physique et sportive quotidiennes » ont été soutenus pour un montant total de **199 390 €**.

Enfin, le plan **5 000 terrains de proximité**, porté par l'agence nationale du sport, a permis de subventionner **226 équipements sportifs** (pumptracks, city-stade, paddle...) en quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), zones de revitalisation rurale (ZRR) ou Contrats de Relance et de Transition écologique (CRTE) **pour une enveloppe de 6 571 779 €**.

La DRAJES contribue à l'animation la **Conférence régionale du sport (CRDS)** aux côtés des représentants du mouvement sportif, des collectivités territoriales et du monde économique et social. En 2023, la CRDS a validé son premier projet emblématique, intitulé **Nouvelle Aisance Aquatique du Grand Est (NAAGE)**.

Mené par la Ligue Grand Est de Natation, et soutenu par l'Agence Nationale du Sport (ANS) et la Région Grand Est, NAAGE vise à développer les savoirs moteurs fondamentaux, notamment le savoir-nager, tout en renforçant de manière plus large l'aisance aquatique auprès du plus grand nombre. A ce titre, des cycles d'apprentissage et de sensibilisation dans des espaces naturels, à travers diverses pratiques aquatiques, sont organisés dans cinq lacs du Grand Est, depuis le 9 juillet 2024.

Outre la Ligue Grand Est de Natation, les partenaires du projet incluent l'Association pour la Promotion des Métiers du Sport et de l'Animation du Grand Est (APMSA), qui a conçu un kit pédagogique regroupant les formations permettant de devenir maîtres-nageurs sauveteurs et surveillants de baignades. Également le Comité Régional de la Fédération Française d'Etudes et de Sports Sous-Marins (FESSM) qui a créé un **Pass'NAAGE** pour apprendre, en piscine ou en milieu nature, à prévenir les noyades au plus grand nombre de personnes, et en particulier à des publics éloignés de la pratique (personnes en situation de handicap, personnes issues des Quartiers Politiques de la Ville). Enfin le Comité Régional Olympique et Sportif Grand Est (CROS), a développé un livret sur la sensibilisation à la préservation de l'eau et la prévention des noyades, tout en assurant la coordination et la communication du projet NAAGE aux côtés des services de la Délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (DRAJES).

DRAJES

Ce projet emblématique a fait l'objet d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de financements permettant la mise en commun de crédits pour le déploiement progressif des actions sur l'année 2024.

En outre, la CRDS a initié en 2024, un nouveau projet phare au titre de la Grande Cause Nationale, consacré au développement de la pratique d'activités physiques et sportives dans le monde du travail. Intitulé « GEST » pour « **Grand Est Sport au Travail** », il s'articule en 5 phases, du diagnostic des besoins jusqu'au financement de programmes d'activités physiques et à la mise en place d'ateliers de sensibilisation.

Dans le domaine régalien, la DRAJES coordonne le **plan régional d'inspection contrôle évaluation des accueils collectifs de mineurs**, formations BAFA-BAFD, établissements d'activités physiques et sportives, des éducateurs sportifs, Service civique... Elle élabore des outils et anime au niveau régional un plan de formation sur la lutte contre les violences sexuelles et sexistes et à police administrative dans le champ des accueils collectifs de mineurs (ACM) et du sport.

Enfin, en 2023-2024, la DRAJES aura délivré 1502 diplômes professionnels des champs de l'animation et du sport ainsi répartis :

DRAJES

| | ANIMATION | SPORT | TOTAL |
|--|------------|-------------|-------------|
| CPJEPS | 106 | | 106 |
| Animateur d'activités et de vie quotidienne | 106 | | 106 |
| BPJEPS | 246 | 793 | 1039 |
| Animation culturelle | 31 | | 31 |
| Animation sociale | 80 | | 80 |
| Education à l'environnement vers un développement durable | 17 | | 17 |
| Loisirs tous publics | 118 | | 118 |
| Activités aquatiques et de la natation | | 65 | 65 |
| Activités de la forme | | 290 | 290 |
| Activités équestres | | 36 | 36 |
| Activités gymniques | | 9 | 9 |
| Activités physiques pour tous | | 338 | 338 |
| basket-ball | | 14 | 14 |
| judo-jujitsu | | 6 | 6 |
| Sports de contact et disciplines associées | | 3 | 3 |
| Sport automobile | | 7 | 7 |
| Sports de glace | | 17 | 17 |
| Tennis de table | | 8 | 8 |
| CC | 34 | | 34 |
| Accompagnement et inclusion des pers. en situation de handicap | | | |
| Direction d'un accueil collectif de mineurs | 34 | | 34 |
| CS | | 6 | 6 |
| Sauvetage et sécurité en milieu aquatique | | 6 | 6 |
| CAEPMNS | | 136 | 136 |
| CAEPMNS | | 136 | 136 |
| DEJEPS | 100 | 79 | 179 |
| Animation sociale | 25 | | 25 |
| Développement de projets, territoires et réseaux | 75 | | 75 |
| Activités de plongée subaquatique | | 2 | 2 |
| Activités du parachutisme | | 1 | 1 |
| Badminton | | 8 | 8 |
| Escrime | | 18 | 18 |
| Motocyclisme | | 7 | 7 |
| Natation course | | 15 | 15 |
| Sports équestres | | 7 | 7 |
| Tennis | | 14 | 14 |
| Vol à moteur | | 2 | 2 |
| Waterpolo | | 5 | 5 |
| DESJEPS | 2 | | 2 |
| Direction de structure et de projet | 2 | | 2 |
| TOTAL | 488 | 1014 | 1502 |

DRAJES

La DRAJES a de plus délivré 138 brevets d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD) d'accueils collectifs de mineurs et les SDJES, 3 954 BAFA (brevets d'aptitude aux fonctions d'animateurs), diplômes de l'animation volontaire.

| | BAFD DRAJES | BAFA 08 | BAFA 10 | BAFA 51 | BAFA 52 | BAFA 54 | BAFA 55 | BAFA 57 | BAFA 67 | BAFA 68 | BAFA 88 |
|--------------|----------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Homme | 27 | 64 | 60 | 116 | 23 | 184 | 32 | 150 | 218 | 117 | 87 |
| Femme | 111 | 184 | 139 | 284 | 75 | 435 | 101 | 490 | 604 | 352 | 239 |
| Total | 138 | 248 | 199 | 400 | 98 | 619 | 133 | 640 | 822 | 469 | 326 |



Contacter la DRAJES :

ce.drajes@region-academique-grand-est.fr



CHIFFRES CLÉS

Contrat de plan État-région (CPER) Recherche 2024 : **17** projets soutenus par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) pour un montant de **3,9 M€**

CPER Innovation 2024 : **14** projets soutenus par le MESR pour un montant de **450 k€**

Contrat Triennal Strasbourg Capitale Européenne 2024-2027 : **1 M€** du MESR pour le fonds recherche et innovation et **6,2 M€** pour des organisations scientifiques internationales

3 Pôles Universitaires d'Innovation dans le Grand Est financés sur **5 ans** pour un montant global de **18,7 M€**

87 k€ distribués pour l'organisation de la Fête de la Science et la diffusion de la culture scientifique en Grand Est

58 dossiers de Crédit Impôts Recherche (CIR) instruits

26 dossiers de Conventions industrielles de formation par la recherche (CIFRE) instruits



La délégation régionale académique à la recherche et à l'innovation est chargée de l'action déconcentrée de l'État dans les domaines de la recherche, de la technologie et de l'innovation, en interaction avec le monde socio-économique et le grand public.

Chargée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) d'assister le recteur de région académique et la rectrice déléguée pour l'Enseignement supérieur, la Recherche et l'Innovation (ESRI) dans les domaines de la recherche, de la technologie, de l'innovation et de la culture scientifique, technique et industrielle, la DRARI exerce aussi le rôle de conseiller en matière de recherche et d'innovation auprès de la Préfète de région.

La DRARI est située sur les sites de Nancy et de Strasbourg, actuellement selon la répartition suivante :

- Nancy : le délégué régional, un délégué régional adjoint, un chargé de mission crédit impôt recherche ;
- Strasbourg : une déléguée régionale adjointe, une assistante gestionnaire.

Sous la direction du délégué régional, les délégués régionaux adjoints ont à la fois des spécialisations thématiques (valorisation de la recherche et transfert de technologies, intelligence économique, financement de la recherche, diffusion de la culture scientifique) et géographiques (Champagne- Ardenne, Lorraine, Alsace).

La DRARI est en lien étroit avec la DRAES et la DRAFPICA au niveau du rectorat, avec la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) au niveau de la préfecture de région, avec la direction générale de la recherche et de l'innovation et en particulier le service de l'innovation, du transfert de technologie et de l'action régionale (DGRI-SITTAR) au niveau du MESR.

Elle interagit avec les présidences d'université, les représentants locaux d'organismes de recherche, les services déconcentrés de l'Etat en région, les services des collectivités territoriales, les acteurs du monde socio-économique, le milieu associatif, sur l'ensemble de ces questions.



Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2023/2024

— Financement de la recherche

Contrat de Plan État-Région (CPER)

L'État et la Région ont convenu de mobiliser des moyens financiers (126 M€ chacun) sur la période 2021-2027 pour une vingtaine de projets dans les domaines de la bio-économie, de l'énergie, de la santé, des matériaux, du numérique, sous la forme de CPER « Recherche » et de soutenir les structures labellisées de transfert de technologie via le CPER « Innovation ». L'un des enjeux est de maintenir et de développer les activités des pôles régionaux d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation et les outils de transfert de la recherche académique vers l'entreprise, en lien avec les priorités régionales.

La DRARI assure la répartition et le suivi des projets et des crédits alloués par l'Etat sur l'ensemble de ces projets. En 2023, l'Etat a pu ainsi financer des projets « recherche » (3,9 M€ sur 17 projets dans des laboratoires de recherche académique) et « innovation » (0,450 M€ sur 14 projets dans des structures de transfert, centres de ressources technologiques à destination des entreprises et plateformes technologiques en lien avec des lycées).

Contrat Triennal Strasbourg Capitale Européenne

Le 26 avril 2024 a été signé le 15^e Contrat triennal Strasbourg Capitale Européenne (2024-2027), réunissant l'État et les collectivités territoriales et visant à renforcer le positionnement de Strasbourg comme capitale européenne. La DRARI s'est impliquée dans l'élaboration de ce Contrat avec la formalisation de la contribution du MESR au fonds « Recherche et Innovation » (MESR 1 M€ sur 5 M€) et du soutien à des organisations scientifiques internationales (MESR 6,2 M€ sur 7,4 M€), en lien avec les collectivités territoriales.

Dans le cadre du fonds « Recherche et Innovation », la DRARI participe à la détection et à la sélection des projets (évaluation des projets par rapport au cahier des charges, ingénierie financière entre financeurs et différents fonds). En 2023, un projet a été soutenu par le MESR/DRARI à hauteur de 300 k€.

Contrat d'Objectifs, Moyens et Performance (COMP)

Sous l'autorité du recteur de région et de la rectrice déléguée ESRI, et en lien avec la DRAES, la DRARI a participé en 2024 aux COMP de l'Université de Lorraine, de l'Université de Reims Champagne-Ardenne et de l'Université de Haute-Alsace. Ces échanges visent à définir des objectifs stratégiques partagés par le ministère et l'établissement (en lien avec des politiques publiques et la stratégie propre de l'établissement) et à introduire un suivi de la performance des établissements sur la poursuite de ces objectifs qui concernent la formation, la recherche, l'innovation. Le dispositif des COMP, discutés pour une période de trois ans pour des montants de plusieurs M€, devrait se généraliser et introduire un dialogue plus fin entre le rectorat de région académique et les universités de la région. La DRARI est particulièrement en charge de l'évaluation et du suivi des actions liées à la recherche et à l'innovation.

— Innovation et développement partenarial

Pôles universitaires d'innovation (PUI)

Les PUI ont pour ambition une meilleure visibilité et lisibilité de l'offre de valorisation et des transferts de connaissances et de technologies, et de fluidifier les relations et les partenariats d'innovation entre le public et le privé. A terme, ils constitueront le point d'entrée sur un site universitaire pour toute la chaîne d'innovation en lien avec la recherche académique, depuis le laboratoire de recherche académique jusqu'aux entreprises, en passant par les structures en charge des différentes étapes de pré-maturation, maturation, incubation.

En Grand Est, le projet PUI-A (Alsace), déjà financé pour 1M€ en tant que PUI pilote s'est vu attribuer 8,5 M€, le projet Polaris (Université de Lorraine) s'est vu attribuer 5,7 M€ et le projet InnoRem (Université de Reims Champagne-Ardenne) est en phase d'amorçage avec 2,5 M€ attribués, à chaque fois sur une période de 5 ans. La DRARI a assuré une aide au montage des projets de PUI du Grand Est et elle accompagne la mise en place des 3 PUI en lien avec les chefs de file universitaires. La DRARI pilote également les comités de site semestriels assurant le suivi de ces PUI et prépare des notes de synthèse pour le comité de suivi national de l'ensemble de l'opération.

Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies (SATT) et structures labellisées

La DRARI accompagne les structures de transfert et de valorisation de la recherche publique présentes en région Grand Est. Sont présentes sur la région académique 3 des 13 SATT qui ont été créées dans le cadre du Programme des Investissements d'Avenir pour financer le développement technologique des innovations issues de la recherche publique française. Les SATT ont pour mission principale de détecter, évaluer, protéger et conduire ces inventions jusqu'au marché en les confiant à une entreprise existante ou une startup créée pour exploiter ces résultats de recherche. Ces sociétés ayant pour actionnaire l'Etat, la DRARI participe au Conseil d'Administration de la SATT Conectus sur le territoire alsacien, et elle suit les SATT Sayens et Nord en lien avec les sites de l'Université de Lorraine et de l'Université de Reims-Champagne-Ardenne.

La DRARI est aussi présente dans les conseils d'administration de structures labellisées dédiées à la valorisation et au transfert de technologie, et elle est commissaire du gouvernement dans les incubateurs liés à la recherche publique Quest for Change et Incubateur Lorrain. Enfin, elle représente le commissaire du gouvernement, le recteur de région académique, dans les fondations de coopération scientifique (FCS) comme la fondation ID+ Lorraine de l'Université de Lorraine, la Fondation de l'Université de Strasbourg et des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, la Fondation du Centre International de Recherche aux Frontières de la Chimie de Strasbourg, ainsi que pour l'Institut de Recherche Technologique Matériaux Métallurgie et Procédés de Metz.

— Dispositifs d'aide à la recherche partenariale et à l'innovation

La DRARI évalue des dossiers pour des demandes sur des dispositifs d'aide à la recherche partenariale et à l'innovation mis en place par le MESR :

- Le crédit d'impôt recherche (CIR) est une mesure fiscale destinée à soutenir les entreprises dans leur démarche de recherche-développement. Il réduit l'impôt dû par l'entreprise/association par la déduction d'une partie des dépenses engagées pour développer ses activités de recherche et améliorer sa compétitivité. L'évaluation des dossiers se fait en lien avec l'administration fiscale, le MESR, et des experts mandatés pour évaluer le caractère scientifique et technique d'un projet et entreprises. Sur l'année 2023, la DRARI a reçu 73 dossiers à instruire et soldé l'instruction de 58 dossiers. Les dossiers reçus concernent des entreprises localisées majoritairement en Bas-Rhin (49% des dossiers), Moselle (18%), Meurthe-et-Moselle (12%) et Marne (7%). Les avis favorables ou mixtes adressent 79% des dossiers soldés au cours de l'année 2023.
- Les conventions industrielles de formation par la recherche (Cifre) permettent à une entreprise de bénéficier d'une aide financière pour recruter un jeune doctorant dont les travaux de recherche, encadrés par un laboratoire public de recherche et par l'entreprise, conduiront à la soutenance d'une thèse. En 2024, la DRARI a expertisé 26 demandes de Cifre (3 refus).
- Le concours d'innovation ILab, qui s'inscrit dans le cadre du plan France 2030 et qui est opéré par Bpifrance, a pour objectif de détecter des projets de création d'entreprises de technologies innovantes et de soutenir les meilleurs d'entre eux grâce à une aide financière et à un accompagnement adapté. La DRARI participe au comité régional de sélection du concours, et a expertisé en 26 dossiers en 2024 : il y a eu 4 lauréats dans le Grand Est dont 2 grands prix.

Par ailleurs, la DRARI travaille en partenariat avec la DREETS et la DRAFFICA pour l'évaluation de certains dossiers dans le cadre du programme France 2030 (i-demo, Campus et Métiers d'Avenir). Elle mène aussi des actions de sensibilisation auprès des acteurs académiques et socio-économiques concernant ces différents dispositifs d'innovation. En 2024, la DRARI a co-organisé 4 séances de sensibilisation au CIR à destination des entreprises (Metz, Strasbourg, Epinal, Nancy), et 2 séances de sensibilisation sur l'ensemble des dispositifs à destination des chercheurs en sciences humaines et sociales (Nancy, Strasbourg).

Diffusion de la culture scientifique

La Fête de la science est l'événement national de référence en matière de diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle depuis sa création en 1991. Il est porté par l'État, via la coordination nationale de l'événement assurée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Il permet à la communauté scientifique et aux citoyens de se rencontrer et de dialoguer, avec une activité importante à destination des publics scolaires et des enseignants. Cet événement est organisé dans le Grand Est par les universités, les organismes de recherche, les associations et les entreprises, co-construit avec l'État et 4 coordinateurs territoriaux (Accustica, Planétarium d'Epinal, Jardin des Sciences, Nef des Sciences). La Fête de la Science est soutenue financièrement par l'État et la Région Grand Est avec l'appui des collectivités (conseils départementaux, métropoles et villes). La DRARI représente l'État aux différents stades de l'organisation de cette manifestation (définition des grandes lignes du programme, sélection des projets, attribution des financements). La DRARI a géré une enveloppe dédiée du MESR de 87 k€ pour 2023.

La DRARI a également participé au suivi des actions menées sur le territoire lorrain par l'Université de Lorraine dans le cadre du label SAPS (Science avec et pour la société) du MESR (1 M€ sur trois ans) et accompagné plus récemment les universités alsaciennes et champardennaises à la 3^e vague de labellisation SAPS du MESR. Elle interagit avec le Département des relations entre science et société du MESR, le Conseil régional Grand Est, les collectivités territoriales, les Universités et Organismes Nationaux de Recherche, Maisons pour la science, DRAC, associations... Elle a ainsi accompagné en 2024 la Semaine du Cerveau (événement national décliné en Région Grand Est) et soutenu l'organisation des Rencontres Chimie et Terroir (Baccarat), assurant en particulier le lien avec le rectorat pour l'accueil de public scolaires.



Contactez la DRARI :

ce.drari@region-academique-grand-est.fr



CHIFFRES CLÉS

Taux de transformation de la carte à la rentrée 2024 : **5,8%**

Apprentissage : **11 718** apprentis (+3,4%)

Formation Continue des GRETA et des groupements d'intérêt public (GIP) :
32 567 stagiaires (+2,4%)

3 appels à manifestation d'intérêt « Compétences et métiers d'avenir »
(AMI-CMA) obtenus par les Campus des métiers et des qualifications (CMQ) :
14 M€



La délégation régionale académique à la formation professionnelle initiale et continue et à l'apprentissage a été créée au 1^{er} janvier 2020. Elle compte 220 personnels répartis sur 3 sites correspondants aux territoires des 3 académies.

Elle propose et assure la mise en œuvre et le suivi de la politique de région académique en matière de formation professionnelle initiale - sous statut scolaire, par apprentissage - et continue des salariés et demandeurs d'emploi.

Elle est pilotée par un DRAFPIC et 3 adjoints territoriaux. Le service est organisé en 4 pôles et une mission :

- Le pôle carte des formations : porté conjointement par le DRAFPIC et ses adjoints avec l'appui d'un référent de région académique « carte des formations ».
- Le pôle apprentissage : porté par le DRAFPIC avec les 3 responsables des 3 centres de formation d'apprentis (CFA) académiques et le référent de région académique « apprentissage ».
- Le pôle formation continue (FC) : porté par un DRAFPIC adjoint avec 2 référents académiques FC.
- Le pôle relations Ecole-Entreprise : porté par un DRAFPIC adjoint avec la référente de région académique partenariats, le référent de région académique Comités Locaux Ecole Entreprise, les 3 chargées de missions académiques Ecole Entreprises et les 2 Ingénieurs Pour l'Ecole.
- Le pôle Campus des Métiers et des Qualifications : porté par un DRAFPIC adjoint avec une référente de région académique dédiée qui anime le réseau des directeurs opérationnels et suit les procédures de labélisation et de demandes de subventions.



Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2023/2024

— Pilotage de la carte des formations professionnelles initiales scolaires :

Mise en place d'un nouveau protocole de transformation de la carte des formations professionnelles initiales scolaires issu de l'instruction interministérielle du 20 juillet 2023 et visant un taux de transformation annuel de 6%

Travail conjoint (Région – région académique – Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF)) visant à établir une feuille de route pluriannuelle 2025 – 2026 – 2027 d'évolution de l'offre de formation professionnelle initiale scolaire :

- Signature d'une convention régionale Etat – Région portant sur le processus de transformation de la carte et le développement d'actions de promotion des métiers
- Organisation de 24 réunions territoriales permettant d'établir un diagnostic de la situation de l'emploi, des besoins en compétences et de l'offre de formation existante
- 30 réunions en sous-préfecture avec les acteurs économiques du territoire ont permis d'analyser les difficultés de recrutement et les besoins structurels en matière d'emploi
- Mise en place de 14 groupes de travail sectoriels chargés de produire des recommandations sur les parcours de formation nécessaires à une meilleure insertion professionnelle
- Pour la rentrée 2024, le taux de transformation de la carte des formations s'établit à 5,8%. Ce taux est atteint par des mesures de fermeture, d'ouverture (dont la Formation Complémentaire d'Initiative Locale (FCIL)), d'évolution de capacité d'accueil et de transformation de la nature de la formation (de la voie scolaire vers l'apprentissage). Parmi ces mesures, 61 projets d'ouverture et de fermeture ont été validés

| Académie | Nombre d'ouvertures | Nombre de fermetures |
|--------------|---------------------|----------------------|
| Nancy-Metz | 15 | 5 |
| Reims | 9 | 12 |
| Strasbourg | 11 | 9 |
| TOTAL | 35 | 26 |

- Intégration des établissements professionnels privés sous contrat dans le processus de transformation de la carte des formations professionnelles
- Articulation des travaux d'évolution pluriannuelle de la carte des formations avec les services de la DRAIO en vue d'une meilleure connaissance des secteurs et métiers prioritaires (découverte des métiers en collège, consolidation du parcours avenir)

— Poursuite du développement de l'apprentissage :

11 organismes de formation relevant de l'Education nationale : 8 GRETA- CFA, 3 CFA académique

- Effectifs au 31/12/23 : 11 718 apprentis, en augmentation de 3,4 % soit 389 personnes
- Le nombre d'apprentis intégrés au sein d'une classe scolaire augmente de 20% pour un volume de 1487 contre 1238 l'an passé
- Intégration de l'offre de formation par apprentissage portée par l'Education nationale dans la réflexion sur l'offre de formation
- Suivi de l'accord-cadre entre la Région et la région académique relatif aux activités de formation continue et d'apprentissage mises en place par les organismes de formation dans les lycées

— Actions du pôle Relations Ecole Entreprise en région académique :

- Le nombre de jeunes ayant bénéficié d'actions est de 25 000 élèves et plus de 1700 professeurs encadrants bénéficiaires
- Suivi des conventions : validation des évolutions des fiches-actions – préparation des comités de pilotage
- Appui auprès des services de la DRAIO pour la mise en place des **stages de 2nde générale et technologique**
- Animation des Comités Locaux Ecole Entreprise (CLEE) sur l'ensemble de la région académique : la région académique compte **42 CLEE** qui contribuent à la mise en œuvre de la découverte des métiers et du parcours avenir
- Formation et accompagnement des responsables des **142 bureaux des entreprises** mises en place à la rentrée 2023

— Campus des métiers et des qualifications :

- La région académique Grand Est compte 10 Campus des Métiers et des Qualifications (CMQ) dont 8 labellisés Excellence, 6 dans les secteurs professionnels Industrie – 2 dans les secteurs Bâtiment-Bois et un dans le secteur professionnel sanitaire et social. Parmi ces 9 CMQ, 3 ont reçu un cofinancements PIA 3, 2 un cofinancement AMI CMA (un diagnostic et un sur la formation)
- Le nouveau CMQ rénovation du patrimoine Bâti porté par l'ESTP de Troyes a été labellisé.
- 3 CMQ ont déposé un AMI-CMA et l'ont obtenu en juillet 2024 pour un montant de 14 millions d'euros.
- 2 nouveaux projets de CMQ sont en phase préfiguratrice : Métiers d'art et design, Hôtellerie-restauration – tourisme pour une demande de labellisation à l'automne 2024
- Adhésion de la région académique à 4 consortiums soutenus par un AMI-CMA : cybersécurité, production de cellule photovoltaïque, automobile et mobilité, bois et forêt.



Contactez la DRAFPICA :

ce.drpic@region-academique-grand-est.fr



CHIFFRES CLÉS

68 cordées pour 2023-2024, **21 000** élèves encordés, **1,9 M€** engagés

6 675 jeunes soumis à l'Obligation de Formation de 16-18 ans

450 référents découverte des métiers formés, **130** professeurs principaux de **4^e** formés dans le cadre du parcours avenir

4 campus connectés

65 729 candidats, **652 989** vœux formulés, **19 442** places en apprentissage, **76 768** places disponibles en Grand Est



La délégation régionale académique à l'information et à l'orientation, dont le siège se situe à Nancy est présente dans chacune des académies. Elle comporte une trentaine d'agents aux profils diversifiés : psychologues de l'Education nationale (en majorité), Ingénieurs et personnels Techniques, de Recherche et de Formation (ITRF) et conseillers principaux d'éducation (CPE) pour les personnels de catégorie A, administratifs de catégorie B et C.

Elle est organisée en **trois pôles** et **six missions** :

Pôle Persévérance - Ambition - Egalité des chances (coordination DRAAIO Reims)

Objectif : élever le niveau d'ambition et proposer un parcours de formation à tous

- Mission Persévérance : prévention du décrochage, organisation mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS), plateforme de suivi et d'appui aux décrocheurs (PSAD), retour en formation 16/18 ans, projets avec partenaires, micro lycées
- Mission Ambition : cordées de la réussite, autres programmes. Egalité des chances filles garçons

Pôle Ingénierie éducative en orientation (coordination DRAAIO Nancy-Metz)

Objectif : accompagner les établissements publics locaux d'enseignement (EPL) et les équipes éducatives dans la mise en place du Parcours avenir et des heures dédiées à l'orientation au collège, au lycée professionnel, au lycée

- Mission formation initiale et continue des personnels
- Mission Elaboration de ressources Parcours avenir

Pôle Parcours bac -3 / bac +3 (coordination DRAAIO Strasbourg)

Objectif : augmenter les poursuites d'études et la réussite des lycéens dans l'enseignement supérieur

- Mission Formations, élaboration de ressources, projets programmes d'investissements d'avenir (PIA), campus connectés
- Mission Procédures Parcoursup : documents d'accompagnement

DRAIO

Chaque pôle est coordonné par un DRAIO adjoint assisté pour les missions par des personnels de catégorie A.

La direction territoriale Grand Est de l'ONISEP est associée à la DRAIO, notamment pour le pôle Ingénierie éducative en orientation.

Les missions principales :

- Coordonner le travail avec les partenaires régionaux de l'État et des collectivités territoriales sur les questions d'information, d'orientation, d'égalité des chances et de décrochage scolaire.
- Impulser une dynamique collective, favoriser les échanges, mutualiser les pratiques et la réalisation et la diffusion de ressources sur toutes les questions relatives à la politique d'orientation de la région académique.
- Contribuer à la réflexion sur le passage du lycée au supérieur, et être en appui des relations avec l'enseignement supérieur en Grand Est pour favoriser l'accueil et la réussite des lycéens.



Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2023/2024

— Pôle persévérance ambition – égalité des chances

Les cordées de la réussite :

68 cordées pour 2023-2024, près de 21000 élèves encordés, 1.9 million d'euros engagés.

Les enjeux :

- Favoriser l'ambition scolaire sur tous les territoires dont les zones rurales
- Harmoniser les objectifs et moyens accordés aux cordées de la réussite
- Accompagner les équipes
- Rendre compte

Les actions :

- Mise en place des commissions régionales et académiques de validation des cordées et répartition des crédits, élaboration d'un appel à projet régional en partenariat avec la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) et avec la contribution de la Région Grand Est et d'un Appel à manifestation d'intérêt pour les nouveaux établissements
- Organisation d'un comité de pilotage (COFIL) régional
- Suivi des indicateurs et remontée harmonisée des enquêtes
- Déploiement de formations des tuteurs et référents des cordées : 148 référents et 99 tuteurs formés en 2023-2024
- Mise en place des bilans de mi-parcours et bilans de fin d'année
- Elaboration d'un outil de synthèse de l'ensemble des dispositifs d'égalité des chances
- Suivi de la convention régionale avec l'association des « entretiens de l'excellence »
- Préparation des éléments d'un séminaire têtes de cordée de région académique

Le décrochage scolaire :

13720 décrocheurs en Grand Est au 30 juin 2023, soit un taux de 6,66 % dont 6675 jeunes soumis à l'Obligation de Formation de 16-18 ans.

Les enjeux :

- Accompagner les acteurs pour favoriser la persévérance scolaire et la prévention du décrochage
- Disposer d'indicateurs fiables et pertinents
- Travailler en partenariat pour prendre en charge les décrocheurs soumis à l'obligation de formation
- Partager les mises en œuvre, ressources
- Porter une politique commune en matière de prévention.

Les actions :

- Elaboration d'une circulaire de région académique de prévention du décrochage
- Elaboration, signature et suivi d'une convention de partenariat régionale sur l'obligation de formation (région, préfète de région, recteur de région académique, présidente régionale des missions locales)
- Travail sur la mutualisation entre les académies en vue d'un appel à projet commun vers les réseaux Formation Qualification Emploi (FoQualE) à partir d'un tableau de bord de région académique des indicateurs
- Elaboration d'un projet d'animation du réseau des acteurs (cofinancement Fonds social européen - FSE) :
 - créer des groupes de travail inter académiques autour de thématiques annuelles
 - synthèse des groupes de travail lors d'un séminaire de RA des réseaux FoQualE
- Réflexion sur la mise en place de la Certification mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS) : en mutualisant les ressources entre les trois académies et en faire un levier pour faire évoluer les groupes de prévention du décrochage scolaire (GPDS)
- Elaboration du plan d'utilisation et d'accompagnement de la prise en main du nouveau SI (système d'informations communautaire),
- Accompagnement de la mise en œuvre de Parcours Ambition Emploi (PAE) et Tous Droits Ouverts (TDO) avec les partenaires, au sein des 3 académies. Rédaction d'une circulaire région académique sur Parcours Ambition Emploi, préparation de la circulaire TDO.
- Mise en place de la redynamisation des Plateforme de Suivi et d'Appui aux Décrocheurs, aux côtés de la Région

— Pôle ingénierie éducative en orientation

450 référents découverte des métiers formés, 130 professeurs principaux de 4ème formés dans le cadre du parcours avenir.

Formations des référents découverte des métiers :

En distanciel et en présentiel, plus de 450 enseignants, personnels de direction et Psy-en métiers ont été formés à la découverte des métiers.

La région académique a porté 11 formations au cours de cette année scolaire : Ecosystème de la découverte des métiers, ressources éducatives et partenariat, métiers d'avenir, application nationale découverte des métiers, autant de thématiques permettant un déploiement coordonné et constructif de la découverte des métiers au bénéfice de nos collégiens.

Formation des professeurs principaux (PP) de 4^e :

Dans le cadre de l'accompagnement au parcours avenir, la formation des PP de 4^eme initiée en 2022-23 s'est poursuivie et achevée à Reims et Nancy-Metz, l'académie de Strasbourg ayant déjà terminé le cycle de formation.

130 professeurs ont pu bénéficier d'une des 4 formations mises en place.

Les enjeux :

- Former les équipes dans leur rôle d'accompagnement à l'orientation
- Elaborer et diffuser des ressources appropriées
- Venir en appui aux actions et événements portés par le conseil régional

Les actions

- Deux webinaires ont été animés sur la thématique découverte des métiers : un webinaire co-construit Région CEREQ et Région académique, un webinaire co-construit Région et Onisep Grand Est
- Production de ressources pour l'accompagnement du déploiement de la découverte des métiers : création d'un padlet co-construit région, relation école entreprise Onisep Grand Est
- Accompagnement du déploiement de l'application découverte des métiers par l'animation de webinaires et/ou réunions des cadres dans chaque académie
- Préparation au concours des psychologues de l'éducation nationale
- Elaboration d'une newsletter élaborée avec l'ONISEP Grand Est, la Région Grand Est et la région académique sur les actualités de la découverte des métiers.
- Elaboration d'une action de formation mettant en articulation la découverte des métiers et les compétences à s'orienter
- Préparation, aux côtés de la Région, de la mise en place de la compétition des métiers
- Elaboration d'une circulaire de région académique de politique éducative en matière d'orientation

— Pôle parcours bac-3/bac+3

65 729 candidats, 652989 vœux formulés, 19442 places en apprentissage, 76768 places disponibles en Grand Est.

Plus de 6,6 millions d'euros accordés pour le projet PIA AILES (accompagnement et Intégration des lycéens à l'enseignement supérieur) et 3,2 millions d'euros pour le PIA Noria (Nouvelle approche pour l'orientation post bac en Alsace)

4 campus connectés

Les enjeux

- Favoriser les poursuites d'études et la réussite des lycéens dans le supérieur
- Accompagner les équipes éducatives dans leur rôle d'accompagnement à l'orientation des lycéens
- Améliorer la compréhension et les enjeux de parcoursup pour les établissements de formation
- Disposer d'indicateurs sur l'accès à l'enseignement supérieur
- Contribuer à l'évolution de la carte des formations

Les actions

- Participation active des équipes de la DRAIO aux deux PIA
- Repérage des pratiques des PIA en matière d'accompagnement à la transition SCO-SUP efficaces pour engager une diffusion
- Préparation d'un tableau de bord harmonisé des indicateurs relatifs à parcoursup et préparation de la commission de région académique aux formations post bac (CRAFPB).

Accompagnement des établissements :

- Elaboration de la circulaire Bacpro/BTS et d'un vademecum à l'intention des équipes éducatives
- Animation de webinaires de région académique à l'attention des équipes éducatives afin de faciliter l'accompagnement des lycéens dans Parcoursup

Premier webinaire : objectif de préparer les équipes à la phase principale d'admission avec rappel des éléments de calendrier ; Explicitation des typologies de réponse reçues par les candidats ; Consignes pour savoir comment répondre aux propositions d'admission ; Présentation des ressources utiles aux élèves pour s'entraîner.

Deuxième webinaire : objectif d'explicitier la fin de la phase principale d'admission (délais de réponse suspendus pendant les épreuves du bac, classement des vœux en attente,...) et de présenter les solutions qui existent pour les élèves qui n'ont pas reçu de proposition d'admission : Formulation de nouveaux vœux pendant la phase complémentaire, puis saisie de la CAES. Les outils à disposition des équipes et des élèves sont à nouveau rappelés (vidéos, quiz, numéro vert, messagerie contact, ...)

- Travail de réflexion sur les taux recteurs et l'accompagnement des lycéens professionnels à la réussite en BTS au regard de la nouvelle classe de terminale professionnelle.
- Accompagnement des candidats refusés en IFSI (Instituts de formation aux soins infirmiers) et proposition d'accès aux IFAS (Instituts de formation d'aide soignants)
- Travail avec l'Agence régionale de santé et le conseil régional sur les capacités d'accueil en IFSI et la valorisation des métiers de santé
- Animation de webinaires sur les formations médicales et les admissions en Parcours d'Accès Spécifique Santé (PASS) ou en Licence Accès Santé (LAS).
- Participation au Comité Régional de l'emploi de la formation et de l'orientation professionnelle (CREFOP) et à la commission orientation du CREFOP.

**Contactez la DRAIO :**

drio@region-academique-grand-est.fr



CHIFFRES CLÉS

81 collaborateurs DRANE

Plus de **2 000** professeurs référents numériques, enseignant référent aux usages du numérique (ERUN), conseiller pédagogique départemental (CPD), administrateurs espace numérique de travail (ENT), référents PIX, correspondants projets dans les établissements du Grand Est.

1,2 million d'utilisateurs mon bureau numérique (MBN) (premier ENT de France, plus de **60 %** de visites/élève en plus par rapport au deuxième).

100 groupes de travail pour préparer le nouveau marché ENT

100 % des établissements ont déployé la certification PIX (plateforme d'évaluation et de certification des compétences numériques) obligatoire.

Près de **1600** participants à la semaine de l'intelligence artificielle.



Les missions de la délégation régionale académique au numérique éducatif :

- Mettre en œuvre le service public du numérique éducatif à l'échelle de la région académique Grand Est,
- Accompagner, former les professeurs et les personnels d'encadrement au et par le numérique,
- Porter auprès des acteurs du numérique la vision de l'École et de ses valeurs pour un développement de l'écosystème numérique territorial et national au service de l'éducation pour toutes et tous,
- Accompagner, collaborer avec les collectivités territoriales,
- Animer les réseaux du numérique dans les territoires et les établissements,
- Expérimenter, accompagner les innovations par la recherche,
- Collaborer avec les entreprises de la EdTech,
- Promouvoir les usages du numérique éducatif,
- Contribuer à l'évaluation et au pilotage des écoles et établissements.



Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2023/2024

— **Marché Espace numérique de travail (ENT) pour les collèges et lycées de la région académique**

La mise en place de l'ENT 2024 est un dossier majeur pour la DRANE, avec une **mise en production pour la rentrée 2024**. Après la procédure de marché, l'attribution à deux éditeurs et le retrait de l'un d'entre eux, le projet est porté à ce jour par l'éditeur Kosmos, déjà titulaire du marché ENT actuel.

Après plus de 100 ateliers de travail avec l'éditeur et la collectivité régionale porteuse du projet pour préparer les évolutions de l'ENT qui se sont déroulés entre octobre et avril, la phase de formation des acteurs est en cours. Les personnels de direction, les administrateurs, les conseillers principaux d'éducation (CPE), puis les autres acteurs seront formés entre mai et septembre prochain. La structure étant identique, la formation se concentre sur les nouveautés et les usages parfois méconnus de l'outil. Originalité du marché : pour la première fois, les Instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation (INSPÉ) vont pouvoir faire bénéficier leurs étudiants du même ENT que l'ensemble des collèges et lycées du Grand Est.

Un accent a été mis sur la sécurité et sur la gestion des comptes utilisateurs avec un lot dédié à des prestations d'expertise en cybersécurité et conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD) indispensables à l'homologation de l'ENT.

— **Projets d'ENT premier degré**

Les efforts de la DRANE se sont poursuivis tout au long de l'année pour augmenter le nombre d'écoles ayant accès à un ENT en tenant compte des réalités territoriales.

Ainsi, pour l'académie de Strasbourg, début 2024 a acté un changement de stratégie. La mise en œuvre d'un ENT académique reste une cible à moyen terme, un autre portage est à l'étude. Néanmoins, l'alternative EduGar permettra de donner accès à tous les enseignants et à tous les élèves (selon l'âge et le projet de classe) au Médiacentre, bibliothèque nationale des applications numériques pédagogiques pour l'enseignement scolaire. Ils pourront ainsi bénéficier notamment des applications du partenariat d'innovation pour l'intelligence artificielle (P2IA) présentées lors de la semaine de l'intelligence artificielle (IA). Les travaux avec la direction du numérique pour l'éducation (DNE), la DSIGE et les éditeurs des ENT existants pour la connexion sont en cours, la formation des ERUN été réalisée le 18 juin. Les écoles de l'académie seront connectées au Médiacentre pour la rentrée 2024 avec un accès sécurisé par Educonnect pour les élèves.

Pour l'académie de Nancy-Metz toutes les écoles ont accès aux ressources numériques par le service sécurisé proposé par le ministère (GAR). Un ENT est mis à disposition de toutes les écoles maternelles et primaires de Moselle depuis 4 ans. Dans les Vosges un ENT départemental se déploie à la rentrée 2024. Enfin pour le territoire de Meurthe-et-Moselle et de Meuse près de 90 % utilisent un ENT.

Enfin, pour l'académie de Reims : avec un ENT académique mis en service à la rentrée 2023, ce sont près de 80% des écoles qui disposent du même ENT et accèdent aux ressources numériques via le gestionnaire d'accès aux ressources (GAR). Le modèle est basé sur un conventionnement dématérialisé avec toutes les collectivités concernées via démarches simplifiées. Le travail se poursuit pour les écoles non raccordées.

— Compétences numériques des élèves

Après la mise en place de la certification PIX pour les élèves en fin de collège et de lycée, l'année 2023/2024 a vu la généralisation de l'attestation PIX 6°, avec un parcours sur le cyberharcèlement et sa prévention (obligations légales pour les mineurs sur les réseaux sociaux, numéros d'écoute et de signalement, moyens d'action pour réagir face à une situation de cyberharcèlement, etc.) et un parcours de culture numérique plus généraliste pour permettre aux élèves d'être mieux préparés face aux risques mais aussi pour tirer pleinement parti des opportunités du numérique.

Ces parcours deviennent obligatoires à la rentrée 2024. La DRANE accompagne les référents PIX et acculture les professeurs au travail sur les compétences numériques du socle. La région académique compte 3 ambassadeurs PIX qui travaillent en collaboration avec la DNE et les ambassadeurs des différentes académies.

L'année 2024/2025 verra la mise en place de PIX JUNIOR pour les élèves de CM1 et CM2 avec une expérimentation pour des écoles volontaires et une généralisation en 2025. Les bonnes pratiques et la sécurité des usages sont au cœur de ces parcours.

— Compétences numériques des professeurs

La DRANE pilote le déploiement du dispositif Pix+Edu pour la troisième année de la phase pilote. Pix+Édu s'adresse à tous les enseignants et personnels d'éducation afin de développer et de valider leurs compétences numériques professionnelles. Formation, accompagnement, organisation des jurys, collaboration avec les équipes du ministère et de PIX, la DRANE s'est fortement mobilisée pour accompagner et promouvoir ce dispositif. Elle s'est également engagée dans la mise en place de jurys pour faire passer ces entretiens pour les deux niveaux supérieurs, les premiers niveaux étant validés en autonomie.

Pix+Edu est un parcours destiné aux enseignants pour leur permettre de se situer sur leur maîtrise des compétences numériques pédagogiques. Il est disponible pour l'ensemble des enseignants qui peuvent se former puis se certifier s'ils le souhaitent. La DRANE accompagne la mise en œuvre de ce dispositif national, des parcours de formation sont en place pour les enseignants.

— Convergence de l'offre de formation DRANE

Dans le cadre du **projet de service** de la DRANE Grand Est, une mise en commun de la proposition de la formation des enseignants, des cadres et des formateurs est engagée. La majeure partie de la proposition faite à l'école académique de la formation continue (EAFC) a été travaillée au niveau régional. Elle est complétée par des modules adaptés aux territoires et aux remontées des besoins.

Afin de se conformer aux directives ministérielles concernant la formation hors temps devant les élèves, le calendrier de déploiement des formations a été revu ainsi que les modalités de certains modules (passage du présentiel à l'hybride, programmation sur les mercredis après-midis, durant la pause méridienne, refonte en plusieurs sessions de courte durée, création de parcours distanciels mentorés).

La DRANE participe également à la formation des personnels de direction stagiaires et au programme de webinaires mis en place dans le cadre de la formation continue des encadrants.

Un travail est engagé avec l'EAFC pour faire monter en compétence les formateurs dans les usages du numérique pédagogique. Il s'agit de préconiser les outils des communs du numériques (gratuits et sécurisés), les ressources intégrées dans le GAR et d'utiliser les outils de l'ENT dont MOODLE.

Une formation des directeurs des centres d'information et d'orientation (CIO) a été menée dans ce cadre dans l'académie de Strasbourg.

— Évènements marquants de l'année

Séminaire sur le Numérique Éducatif « Penser global, agir local »

Le séminaire de la DRANE s'est déroulé le 3/10/23 au rectorat de région académique. Il a réuni les équipes de la DRANE et des partenaires territoriaux pour discuter et élaborer des stratégies concrètes pour l'intégration du numérique dans l'éducation. Il a permis de mettre en lumière les enjeux et les solutions potentielles pour améliorer le numérique éducatif dans le Grand Est. Les ateliers ont offert des pistes concrètes sur la question des équipements, la formation, les plateformes numériques, la communication et les grands projets, soulignant ainsi l'importance de la collaboration et de la mutualisation des ressources.

La semaine de l'intelligence artificielle (IA) organisée en avril, un évènement régional

Du 15 au 19 avril 2024, une semaine de formation, d'acculturation, de démystification et de rencontres autour de l'IA s'est déroulée dans les 3 académies avec des temps forts comme les visites des recteurs dans des écoles et des établissements utilisant des outils mobilisant de l'IA, des conférences de chercheurs, des interventions des Edtechs et des rencontres avec des partenaires (le Vaisseau à Strasbourg et les Dominicains à Guebwiller). Un parcours M@gistère est en place pour recenser les pratiques, former aux usages et répondre aux questions des enseignants.

Territoire numérique éducatif

Durant l'année scolaire 2023-2024, le projet Territoire Numérique Éducatif (TNE) dans les Vosges a poursuivi son développement. Près de 700 personnels éducatifs ont été formés grâce à divers dispositifs, incluant des laboratoires numériques, des événements et des ateliers. 96 établissements ont bénéficié de ressources numériques pour enrichir leurs pratiques pédagogiques.

En octobre, un colloque sur les savoirs fondamentaux a permis aux 550 cadres du premier degré de découvrir les potentialités des ressources numériques et l'apport de l'intelligence artificielle. En avril, le séminaire des cadres sur l'innovation pédagogique a rassemblé 180 élèves et 500 personnels d'encadrement et professeurs autour de thèmes tels que la blockchain, l'IA et le métavers, avec des élèves, ambassadeurs numériques, co-animant des ateliers innovants. Des diplômes d'ambassadeurs numériques ont été remis aux élèves pour leur engagement.

Le déploiement des laboratoires numériques a inclus des expérimentations dans des domaines variés comme la réalité virtuelle et l'éducation au développement durable. Plus de 3 500 élèves bénéficient de projets pédagogiques au sein de ces tiers lieux.

Le Molo Tour - dispositif d'accompagnement des enseignants, des formateurs, des équipes de direction dans les usages raisonnés et raisonnables du numérique auprès des élèves et des parents des classes de 6^e - a poursuivi son succès avec 30 spectacles pour 4000 élèves et 160 ateliers, impliquant également 550 parents dans des spectacles dédiés.

Ces initiatives montrent un engagement continu dans l'intégration des technologies numériques pour enrichir l'expérience éducative des élèves et soutenir la communauté éducative.



Contactez la DRANE :

ce.drane@region-academique-grand-est.fr



CHIFFRES CLÉS

Moyens Erasmus+ obtenus en 2023-2024 : 2 740 905 €

Nombre d'écoles et d'établissements labellisés Euroscol : 132

Maternelle Elysée de la région académique : 299

Etablissements du 2nd degré ayant au moins un partenaire : 94 %

Nombre de délégations étrangères accueillies par la DRAREIC : 9 délégations

Nombre d'élèves ayant participé à une mobilité : près de 81 000 élèves

**Nombre de personnels ayant bénéficié d'une mobilité
(hors formations ponctuelles) : 527 personnels et 40 stages d'observation en
Allemagne**



La délégation de région académique aux relations européennes, internationales et à la coopération a comme mission la mise en œuvre de la politique nationale, tout en tenant compte des particularités locales tant au niveau éducatif que politique. Elle contribue notamment à la mise en œuvre du plan langues vivantes en complément des corps d'inspection en favorisant les actions de mobilités, les partenariats – virtuels, hybrides ou en présentiel -, afin que les apprenants puissent donner du sens à leur apprentissage par une mise en pratique de la langue et développer la prise en compte de l'altérité et des compétences interculturelles.

La DRAREIC Grand Est compte un chef de service et trois adjoints. Chaque délégué a gardé une compétence territoriale au plus près des usagers avec un partage et une mutualisation des expertises et des modes de fonctionnement.

La DRAREIC compte au total 22,9 ETP sur les 3 sites pour accomplir les missions de soutien à la politique d'ouverture internationale, dont la coopération transfrontalière représente un volet important.



Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2023/2024

La région académique Grand Est se situe au cœur de l'Europe. En effet, la région académique a des frontières avec 4 pays, ce qui lui confère une spécificité en matière de coopération et d'ouverture sur l'Europe et plus particulièrement sur les pays germanophones et se traduit par une forte volonté de promouvoir l'enseignement de l'allemand et les projets transfrontaliers.

La DRAREIC contribue au développement de la politique européenne et internationale du ministère ainsi qu'à la création et à la mise en place de projets de coopération bi- et multilatéraux dans les sphères de la coopération européenne et internationale, de l'éducation au développement ou de la francophonie.

La **stratégie** d'ouverture européenne et internationale de la région académique se décline autour de **3 axes** de travail prioritaires pour répondre aux enjeux de formation et de développement de l'engagement des jeunes, futurs citoyens européens :

Axe 1 : Mettre l'Europe au service des établissements

Axe 2 : Mettre l'international au service de la réussite des élèves

Axe 3 : Mettre l'Europe et l'international au service des personnels

Afin de pouvoir mettre en place les mobilités des élèves et des personnels et d'adapter les aides à la relance et à la montée en puissance de la mobilité, la DRAREIC recherche des financements auprès de l'Europe, soit via les fonds Erasmus+, les fonds Interreg, auprès des collectivités territoriales ou de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ).

Moyens Erasmus pour 2023 / 2024 : 2 740 905 €

Moyens OFAJ (mobilités au domicile du partenaire) : 147 188 €

Interreg :

Deux nouveaux projets Interreg VI Grande Région (projets de coopération, incluant un accompagnement à la mobilité, notamment pour les publics les plus fragiles) pour l'académie de Nancy-Metz : Engagement'GR et ProMotion'GR. Gain pour l'académie de Nancy-Metz de 91 000€ par an pour ProMotion'GR (durée de 3 ans) et 191 800€ par an pour Engagement'GR (durée de 3 ans)

Total général : 282 800 €

Participation de l'académie de Strasbourg au projet REGIOLAB porté par l'OFAJ axé sur la formation professionnelle.

Collectivités territoriales :

La DRAREIC coordonne avec les collectivités territoriales l'élaboration et le suivi des conventions de soutien aux langues régionales, à l'allemand et aux projets franco-allemands.

Académie de Nancy -Metz : 615 000 €

Académie de Strasbourg : 3 000 000 €

Académie de Reims : 55 000 €

— Axe 1 : Mettre l'Europe au service des établissements

Accompagnement des établissements dans leur ouverture internationale :

- Nombre d'écoles et d'établissements labellisés Euroscol : 132 établissements
- Maternelle Elysée de la région académique : 299

Veille informationnelle et actions d'information académiques ou de région académique. Participation des Drareic aux concertations Notre Ecole, faisons-la ensemble.

Contribution à l'ouverture internationale des Campus des métiers et des qualifications (CMQ) en copilotage avec la DRAFPIC : Convention signée en septembre 2023 entre le Ministère sarrois de l'éducation et de la culture et la région académique Grand Est autour des métiers de la petite enfance (CMQ Autonomie et Inclusion).

Mobilités inter-catégorielles et de région académique : Galice, Croatie, Berlin, République Tchèque et Roumanie – Thématiques (climat scolaire, numérique éducatif, inclusion, éducation au développement durable, devoir de mémoire et citoyenneté, enseignement et formation professionnels)

Participation au **Comité Régional de la Mobilité européenne et internationale (COREMOB)** piloté par la DRAJES

Formations transfrontalières

- Avec la Sarre : séminaires de contact Maternelles Elysée et KiTas sarroises – séminaires transfrontaliers pour les maternelles Elysée ou les écoles élémentaires (Nancy-Metz et Reims)
- Avec la Conférence du Rhin Supérieur : journée des enseignants du Rhin supérieur et 12 formations autour des thématiques comme la culture mémorielle, le climat, le sport.

Recherche de nouveaux partenaires au profit de la région académique ou relance de la dynamique- partenariale : Espagne (Galice), Canada (province de l'Alberta), Roumanie, Croatie, Etats-Unis (Etat de l'Indiana), République tchèque (Vysočina), Italie (Haut-Adige).

Accueil de délégations étrangères :

Nancy-Metz :

- Septembre 2023 : accueil d'une délégation du ministère de l'éducation nationale et de l'alphabétisation (MENA) de Côte d'Ivoire
- Du 20 au 22 décembre : délégation du ministère sarrois
- Mars 2024 : accueil d'une délégation de représentants de l'Institut national ivoirien pour la promotion des aveugles en Côte d'Ivoire (INIPA)

Strasbourg :

- Accueil d'une doctorante taïwanaise durant deux semaines pour un travail sur les écoles maternelles
- Septembre 2023 : accueil d'une délégation belge composée de chefs d'inspecteurs et de chefs d'établissement sur la thématique du management par les équipes de direction
- Septembre 2023 : accueil d'une délégation italienne d'enseignants sur la thématique de l'inclusion
- Mai 2024 : accueil d'une délégation de chefs d'établissement de Hamburg sur la thématique de la formation des chefs d'établissements
- Mai 2024 : dans le cadre du partenariat académique avec TREDU, à Tampere en Finlande, accueil d'une délégation de 18 élèves et 4 professeurs finlandais bénéficiant d'une bourse Jean Monnet du programme Erasmus+.

Reims :

- Accueil d'une délégation de ministère de Rhénanie du Nord-Westphalie
- Accueil d'une délégation de la région Vysočina, République tchèque (discussions sur la mise en place d'un partenariat)

Pilotage d'un groupe de travail « Education et Formation » dans la préparation de la **Commission intergouvernementale (CIG) France Luxembourg**.

Pilotage conjoint DRAREIC - DRARI du groupe de travail « **Enseignement supérieur et recherche dans la Grande Région** »

Pilotage du Groupe de travail « **Education Formation** » dans le Rhin supérieur

— **Axe 2 : Mettre l'international au service de la réussite des élèves**

Promotion de la citoyenneté européenne par le biais d'initiatives partenariales :

- Euroscola régional : 500 élèves alsaciens et 500 élèves du Bade Wurtemberg reçus au Parlement européen dans le cadre d'une convention spécifique.
- Préparation de l'accueil de jeunes Européens dans les établissements dès le mois de septembre – Projet Europamobil porté par la fondation Genshagen.
- L'organisation de **projets eurocitoyens** (ex : concours, appels à projets) et la découverte des institutions européennes peuvent contribuer au développement de compétences démocratiques. Participation de deux établissements scolaires à la session Euroscola en décembre.
- Le partenariat avec l'Erasmus Student Network (ESN) a permis d'élaborer de concert des contenus pour leurs interventions dans les établissements situés dans des zones prioritaires et de mettre en place un cycle d'ateliers qui ont visé à promouvoir l'interculturalité, la diversité et l'ouverture culturelle ainsi que la mobilité auprès des élèves d'éducation prioritaire.

Mobilité collective et individuelle dans les 1^{er} et 2nd degrés

- Près de 26 000 élèves (dont 3278 dans le 1^{er} degré) ont effectué une mobilité soit collective soit individuelle pour l'académie de Strasbourg
En termes de mobilités individuelles : 304 élèves ont effectué une période en entreprise et 778 élèves ont participé à un échange en réciprocité en famille.
- Plus de 41 000 élèves, majoritairement du 2nd degré, ont bénéficié d'une mobilité collective à l'étranger dans l'académie de Nancy-Metz, 862 élèves et étudiants ont expérimenté une mobilité individuelle dont 345 périodes de formation en milieu professionnel (PFMP)
- 14 516 mobilités, dont 13 928 collectives et 398 individuelles et 190 PFMP pour l'académie de Reims

— **Axe 3 : Mettre l'Europe et l'international au service des personnels**

Diffusion et gestion de tous les dispositifs nationaux de mobilité :

Soutien aux écoles et aux établissements dans l'élaboration de **projets interculturels et transversaux** pour faciliter la médiation interculturelle et par le biais de projets interdisciplinaires.

Réunions des groupes d'experts et de travail de la Conférence du Rhin Supérieur et de la Grande Région pour initier au niveau transfrontalier des réseaux de réflexion didactique et les projets franco-allemands clés en main

Mise en place et suivi de l'épreuve « mention mobilité internationale au baccalauréat », notamment pour toutes les mobilités pilotées au niveau académique dans le cadre d'Erasmus+.

Réflexion autour de **modules de formation/information des enseignants** pour la mise en place de mobilités. En outre, la **collaboration de la DRAREIC avec les corps d'inspection** et avec chaque école académique de la formation continue (EAFC) aide à ancrer l'importance des mobilités dans la formation des personnels et des élèves.



Contactez la DRAREIC :

ce.drareic@region-academique-grand-est.fr



CHIFFRES CLÉS

1.616 M€ : montant sur lequel s'exerce le contrôle budgétaire.

19 785 000 € : montant obtenu par les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) lors des dialogues stratégiques menés cette année (contrats d'objectifs, moyens et performance (COMP) des établissements vague 2 et dialogue de performance de ceux en vague 3).

130 établissements privés suivis dont **13** ouvertures instruites

515 saisines gérées dans le cadre des saisines auprès du recteur pour la plateforme Mon master.

2 nouvelles chargées de mission sur la vie étudiante



La DRAES est constituée de 14 personnels répartis en deux services et sur trois implantations géographiques : Nancy (6), Strasbourg (6) et Reims (2). Composée majoritairement de personnels de catégorie A (9), de 3 personnels de catégorie B et de 2 personnels de catégorie C, la DRAES est pilotée par l'une des deux adjointes du secrétaire général de la région académique.

Le service de suivi des établissements d'enseignement supérieur gère le contrôle de légalité des actes des établissements, le contrôle budgétaire ainsi que le suivi de l'enseignement supérieur privé.

Le service stratégie, contractualisation et vie étudiante assure le suivi des dialogues de performance selon les différentes modalités mises en œuvre par la direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP), tout ce qui se rattache à la vie étudiante (Mon Master, la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC), les bourses du supérieur) et toutes les questions générales (les différents diplômes, les sollicitations/ interventions auprès du recteur ou de la rectrice ou du secrétariat général de la région académique). La DGESIP a doté la direction régionale de 2 postes de chargées de mission à compter de janvier 2024 afin de renforcer les actions liées à la vie étudiante.



Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2023/2024

— 1 - Principales actions de gestion

Le contrôle de légalité

Il se traduit par l'accompagnement et le contrôle de 6 établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) (4 universités, un grand établissement et une école d'ingénieur), des 3 centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) et de la bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg (BNU).

Le service prépare aussi les conseils de gestion des fondations de coopération scientifiques (5 au sein du périmètre Grand Est). Au total, cela représente 73 participations effectives sur une année qui suppose une note préparatoire, un compte-rendu, l'organisation de la commission de contrôle des opérations électorales des EPSCP, l'analyse des évolutions de statuts. A noter, le temps croissant apporté au suivi des fondations. Conformément à la réglementation, un rapport sur l'exercice du contrôle de légalité a été élaboré, ce qui n'était plus réalisé depuis plusieurs années. Cette version qui intègre également des éléments relatifs au contrôle budgétaire viendra progressivement s'enrichir au fil des années suivantes.

Participation à des groupes de travail (GT) nationaux

GT INDEFI- : le service a travaillé à la mise en place et à l'amélioration de tableaux de bord à destination des utilisateurs (contrôleurs budgétaires, ministère, opérateurs) au sein de l'infocentre Indéfi en lien avec le déploiement prochain d'INFINOE (nouvel infocentre qui va remplacer EPN)

GT Enquête FDR et trésorerie libre d'emploi : le service a travaillé avec le ministère à l'actualisation des guides et tableaux relatifs aux enquêtes en question. Les 2 objectifs principaux étaient d'avoir une meilleure visibilité de la composition de la part non libre d'emploi et de fournir un outil de pilotage par la trésorerie aux établissements.

Le contrôle budgétaire s'effectue pour les 6 EPSCP sur une enveloppe globale de l'ordre de 1.616 milliard (fonctionnement + Masse salariale), ce qui se traduit :

- par l'organisation de 20 pré conseils d'administration (CA) ; l'élaboration d'une note d'analyse en lien avec la direction régionale des finances publiques (DRFIP) ;
- des alertes auprès des EPSCP sur les incohérences ou anomalies dans les documents fournis ;
- des analyses mettant en lien ces données chiffrées avec la stratégie des établissements ;
- la gestion des enquêtes du ministère (par ex, l'enquête FDR et trésorerie libre d'emploi lors du dernier compte financier 2023). A noter cette année, une importante mise en cohérence des données à l'échelle régionale en interaction avec le ministère suite à la diffusion des nouveaux guides ;
- les validations des campagnes d'emplois, analyse pour chaque établissement des Document prévisionnel de gestion et emplois et des crédits de personnel (DPGEC) ;
- l'analyse de la soutenabilité financière dans le cadre du Schéma pluriannuel de stratégie immobilière et de différents dossiers d'expertises.

Les budgets rectificatifs (BR) de fin d'année 2023, les budgets initiaux (BI) 2024 ainsi que les comptes financiers 2023 ont nécessité un renforcement de l'attention du fait de la dégradation financière des EPSCP (3 établissements avec un résultat négatif lié principalement au contexte inflationniste)

Le suivi de l'enseignement supérieur privé : le service suit actuellement plus de 130 établissements d'enseignement supérieur privé hors apprentissage (OF-CFA). Ci-après quelques exemples parmi les plus significatifs des dossiers instruits depuis la rentrée 2023 :

- 11 ouvertures d'établissements d'enseignement supérieur technique privés : Reims : 4 / Nancy-Metz : 5 / Strasbourg : 2 ;
- 2 ouvertures d'établissements d'enseignement supérieur privés hors technique (libre): Reims : 1 / Nancy-Metz : 1
- Instruction de 2 dossiers (école supérieure de design et UHA) en 2023/2024 concernant des habilitations ou renouvellement d'habilitation à recevoir des boursiers pour la rentrée 2024 ;
- 250 dossiers de demandes d'autorisations à exercer une fonction d'enseignement ainsi que 11 demandes d'autorisation à diriger ;
- Production des arrêtés de juries pour les écoles dont le diplôme est visé ;
- Contrôle des établissements régulièrement ouverts (y compris leur communication). Un courrier de suivi annuel est transmis aux établissements et rappelle notamment les obligations en matière de publicité et de démarchage.

Vers un nouveau LABEL de qualité destiné aux établissements privés

Lors de sa conférence de presse de rentrée, la ministre de l'Enseignement supérieur a annoncé vouloir garantir la qualité des diplômes dans le privé évoquant à la fois les enjeux de lisibilité globale de l'offre pour les familles et futurs jeunes étudiants ainsi que celui de la transparence dans l'enseignement supérieur privé (aujourd'hui, environ 25% des étudiants se tournent vers des écoles privées en France). Ainsi un groupe de travail associant de nombreux acteurs internes comme externes et piloté par la DGESIP a été lancé le 30 janvier 2024. Ce groupe travaille actuellement à la préfiguration d'un label de qualité destiné aux établissements privés. Il s'agirait d'apposer un label sur des titres déjà enregistrés auprès de France Compétences, de caractériser la formation par une évaluation de la qualité et l'assurance du suivi sur différents critères (environnement de la formation, ingénierie – organisation et gouvernance, avec vérification de l'équipe pédagogique, du corps enseignant, de la politique sociale, de l'accompagnement des étudiants, des démarches pour la lutte contre les violences sexistes et sexuelles (VSS). Les établissements éligibles à ce label seraient « les établissements d'enseignement supérieur privés légalement ouverts et déclarés auprès des services académiques en qualité d'établissement d'enseignement supérieur dits "libres" ou d'établissement d'enseignement supérieur technique privé détenteurs en propre de titres certifiés de niveau 6 ou 7, et, le cas échéant, bénéficiant du label Qualiopi pour les formations en apprentissage ».

La DRAES suit avec attention les avancées de ce groupe de travail et les conséquences qui vont en découler.

Déploiement du contrôle interne

Suite à la réforme du régime de responsabilité des gestionnaires publics, il est apparu important de renforcer la compétence de la DRAES sur le sujet du contrôle interne. La DRAES a ainsi commencé à déployer le contrôle interne au sein du service avec la mise en place concrète d'un organigramme fonctionnel nominatif, l'élaboration de procédures actualisées, l'identification et la mise en place d'une cartographie des risques qui se limite pour l'instant à la mission enseignement supérieur privé et qui sera élargie prochainement aux autres missions.

Affaires générales : parmi les missions traditionnelles, la DRAES gère :

- différentes opérations en lien avec les 3 CROUS pour le **suivi des bourses du supérieur** : afin d'éviter des ordres de reversement trop élevés qui peuvent aggraver la précarité des étudiants, la DRAES a organisé plusieurs réunions avec les CROUS pour harmoniser les procédures. Les établissements ont également été sensibilisés en début d'année universitaire sur l'importance du contrôle de l'assiduité et l'intérêt d'avertir rapidement les CROUS des défaillances. Ces réunions ont commencé à porter leurs fruits et l'on observe ainsi un accroissement d'activité avec 205 recours recensés du 1^{er} septembre 2023 au 6 juin 2024, (+15% par rapport à l'année précédente), 1019 émissions des ordres de reversement pour près de 2 255k€ (soit environ +19% par rapport à l'année précédente).

- **l'organisation des élections des représentants étudiants aux conseils d'administration pour 2 ans des 3 CROUS en février 2024.** Le service a pris en charge l'organisation de ces élections sur les 3 territoires en assurant, au nom du recteur de région, la présidence des commissions électorales, le suivi réglementaire, le contrôle des listes de candidature, la supervision des votes et la validation des résultats.
- **le suivi de diplômes** en lien avec la DRAFPICA et la DRAIO tels que DN MADE ; DE IMRT, DE CESF ainsi que le suivi des conventions permettant d'apposer la signature numérique du recteur sur les diplômes nationaux des universités ou encore le contrôle des maquettes. A noter, la signature de la convention cadre DN MADE/ DSAA et le renouvellement de l'accréditation des établissements.
- **les commissions de théologie** : un décret du 13 novembre 1985 prévoit que les commissions spéciales consultatives (CSC) du Conseil national des universités (CNU) des sections de théologie catholique (section 76) et des sections de théologie protestante (section 77) sont présidées par le Recteur de l'académie de Strasbourg. Le CNU se prononce à ce titre sur les mesures individuelles relatives à la qualification, au recrutement et à la carrière des professeurs des universités et des maîtres de conférences. 4 commissions ont été organisées pour l'année universitaire. Le service a également pris en charge un recours amiable exercé contre un avis prononcé par l'une des commissions.
- **la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC)** : le service assure le recensement des établissements dont les étudiants sont assujettis à la CVEC, ainsi que l'organisation des commissions de dynamique territoriales de la vie étudiante présidées par la rectrice déléguée (entre 1 à 3 par an pour chaque académie). A la demande de la rectrice, la DRAES participe également aux commissions internes CVEC des établissements affectataires et des 3 CROUS afin notamment de voir si la CVEC profite à tous les étudiants sur le territoire et pas uniquement à ceux situés sur les grands campus.
- **Trouver mon Master** : le service gère les saisines du recteur de région académique, ce qui suppose de faire le lien avec les EPSCP : En 2023, une nouvelle plateforme a été expérimentée. La mise en place tardivement d'une phase complémentaire, non prévue initialement, s'est traduite par une hausse du nombre de recours à traiter. Au total, lors de la dernière campagne, 515 saisines (362 en 22) ont été effectuées auprès du recteur dont 256 ont été considérées comme recevables (209 en 2022). En fin de campagne, 100 saisines ont été considérées comme closes, les étudiants ayant soit accepté l'une des propositions communiquées par le rectorat, soit refusé les 3 propositions réglementairement requises. En outre, 12 étudiants en situation de handicap ont fait l'objet d'un suivi individualisé. Une commission d'accès au second cycle de l'enseignement supérieur a été organisée en fin de campagne, sous la présidence de la rectrice déléguée et en présence de représentants des universités, pour traiter toutes les saisines.

— 2 - L'évolution des dialogues de performance

L'année 2023-2024 a vu s'écouler la vague 2 des contrats d'objectifs, moyens et performance (COMP) avec 3 universités (université de Lorraine, université de Haute-Alsace et université de Reims Champagne-Ardenne), les dialogues de performances de établissements de la vague 3 (Université de Technologie de Troyes (UTT) et INSA Strasbourg), le suivi du COMP de la vague 1 (université de Strasbourg (UNISTRA) et l'accompagnement des COMP de la vague 3.

Le COMP vise à renforcer l'articulation entre la stratégie des établissements et le déploiement des politiques publiques portées par le gouvernement autour de 4 enjeux prioritaires : **la professionnalisation des formations, le bien-être et la réussite des étudiants, la transition écologique et le développement soutenable et la dynamisation de la recherche et de l'innovation.**

Le COMP est établi au terme d'un dialogue avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR), reposant sur un bilan des actions conduites par l'établissement au cours des 3 dernières années, des recommandations de la dernière évaluation du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) et d'une projection ambitieuse mais réaliste de sa stratégie. La préparation du COMP est

faite avec l'appui du rectorat qui accompagne l'établissement dans l'élaboration de ses bilans (du contrat pluriannuel, des politiques publiques, des dialogues stratégiques et de gestion précédents) et de ses perspectives. En plus des 4 objectifs liés aux politiques publiques, les axes du COMP comprennent un objectif visant à améliorer le pilotage de l'établissement et un axe au choix.

La méthodologie est désormais définie avec une première rencontre plus politique en présence des deux recteurs durant laquelle l'équipe de direction expose sa stratégie puis des séances plus techniques durant lesquelles, la rectrice déléguée à l'ESRI utilise les analyses des services régionaux pour défier les établissements afin qu'ils rendent la meilleure copie possible à la DGESIP.

Dans l'ensemble, cette méthode porte ses fruits dans la mesure où les équipes de directions ont salué l'accompagnement proposé et que les montants des COMP sont quasiment tous supérieurs aux 0.8% fixés comme repère indicatif.

Les inflexions de la DGESIP sont observées au fur et à mesure des vagues de COMP. En effet, la DGESIP cherche à préparer les établissements à une nouvelle forme de contrat dans lesquels la part de la SPCSP liée à la performance serait significative. Cela s'est traduit par des exigences nouvelles sur l'offre de formations et sur le pilotage des composantes ou l'accent mis sur la façon dont l'université se positionne comme chef de file de la recherche sur son périmètre.

— 3 - Renfort de l'action du service sur la vie étudiante

Après la formalisation de deux documents sur la concertation étudiante organisée l'année précédente, l'action du service a connu une forte inflexion du fait des politiques prioritaires du Gouvernement (PPG) et de la création par le ministère de l'Enseignement supérieur de deux postes de chargé de mission en janvier 2024 :

- Un poste avec pour objectif d'accompagner le développement des mesures prises, aussi bien au niveau national, que dans les établissements, en lien avec la vie, la réussite et le bien-être étudiant, et de participer à la bonne articulation des actions de vie étudiante sur l'ensemble du territoire,
- Un poste axé « vie étudiante - violences sexistes et sexuelles » (VSS), référent harcèlement et handicap.

La lutte contre les violences sexistes et sexuelles, le harcèlement et les discriminations :

L'enjeu consiste à être en appui des établissements dans la mise en œuvre et le suivi des procédures de traitement des situations de VSS, de harcèlement ou de discriminations.

3 visioconférences ont été organisées (les 5 avril, 11 juin et 19 juin) avec l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur de la région académique (université, autres établissements publics, établissements privés) pour présenter ces chargées de mission.

Un espace de partage a été créé sur Resana par le service à l'intention des établissements, deux journées de formation sont en cours d'organisation en lien avec les associations agréées nationalement Jurisup et CPED et se dérouleront en septembre 2024 et plusieurs signalements de harcèlement ont été traités.

Renfort de l'animation sur les différents aspects de la vie étudiante

En lien avec les PPG relatives à la santé des étudiants, à la restauration étudiante et au logement étudiant, un travail important de suivi et de collecte d'informations est actuellement mené.

En parallèle du suivi des indicateurs dans Pilote et des commentaires régionaux qui y sont apportés, la DRAES a particulièrement œuvré cette année sur la mise en œuvre de la loi Lévi. Cela s'est traduit par un travail de cartographie dynamique de l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur en zone blanche, c'est-à-dire les zones où les étudiants ne peuvent bénéficier d'une restauration à tarif modéré dans un rayon de 20 minutes de leur lieu d'études (trajet à pied ou en transports en commun). Des échanges réguliers avec les directeurs de CROUS et leurs équipes afin de travailler finement sur cette cartographie ont eu lieu avant d'aboutir à la rédaction d'un arrêté rectoral.

Sur le logement étudiant, en lien étroit avec la DIRAGE, une proposition de comitologie a été faite par le recteur de région à la préfète de région afin d'améliorer le pilotage régional. La DRAES participe désormais aux réunions de l'observatoire territorial du logement étudiant en Alsace.

Participation à plusieurs séminaires en lien avec la vie étudiante : journée nationale des missions égalité-diversité de l'ESR, séminaire annuel du réseau des collectivités locales pour l'ESRI, séminaire sur l'engagement étudiant, séminaire sur la vie étudiante....

Participation aux schémas locaux de l'enseignement supérieur : assises métropolitaines de la vie étudiante du Grand Nancy, schéma ESRI du Grand Reims, les schémas de Déploiement Universitaire Territoriaux (SDUT) de l'université de Lorraine

**Contactez la DRAES :**

ce.draes@region-academique-grand-est.fr



CHIFFRES CLÉS

| | Nombre de sites | Surface utile brute |
|--|-----------------|-----------------------------|
| Académie de Nancy-Metz * | 59 | 33 000 m ² |
| Académie de Reims | 33 | 21 600 m ² |
| Académie de Strasbourg | 35 | 24 300 m ² |
| Total de la région académique Grand Est | 127 | 78 900 m² |

* : hors internat d'excellence de Châtel-Saint-Germain d'une surface de 7 000 m²



La direction de l'immobilier de la région académique Grand Est est composée de 13 agents répartis sur les sites des rectorats de Strasbourg, siège du service, de Nancy-Metz et de Reims.

Elle intervient dans le domaine des bâtiments administratifs du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse pour assurer la maîtrise d'ouvrage des opérations d'investissement immobilières et gérer le patrimoine immobilier occupé par les services académiques. Elle propose notamment la stratégie de la région académique en matière d'énergie.

Dans le domaine de l'immobilier universitaire du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, elle met en œuvre et suit les contrats de plan Etat-Région (CPER), les opérations Campus, les plans de relance, de résilience et de transition environnementale des bâtiments publics.

Les 3 ingénieurs régionaux de l'équipement (IRE), directeur et adjoints de la DIRAGE, sont les conseillers techniques « immobilier » des recteurs.



Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2023/2024

— Pour l'immobilier de l'Éducation nationale

La formalisation de la stratégie énergétique de la région académique

L'État étant plus que jamais appelé à être exemplaire dans la performance environnementale de son parc immobilier, la région académique doit connaître une réduction significative de ses consommations d'énergie et de gaz à effet de serre.

Pour respecter ces engagements majeurs et atteindre des objectifs déclinés sur les court, moyen et long termes, la région académique s'est dotée en 2023 d'un binôme expert en matière d'énergie, au sein de la DIRAGE.

La DIRAGE a ainsi pu proposer en 2024 pour la région académique une organisation en matière d'énergie basée sur :

- l'élaboration d'un guide de pilotage en matière d'énergie, précisant les rôles et missions de chaque acteur,
- la constitution du comité de pilotage « énergie » de la région académique (COPIL) présidé par le recteur de région académique, et appuyé par une instance opérationnelle (COTECH) qui a pour vocation la coordination et l'accompagnement des acteurs de terrain,
- la mise en place de correspondants techniques en charge de mettre en œuvre les actions de terrain définies au niveau régional et d'accompagner les prestataires de maintenance pour une bonne mise en œuvre de la politique de sobriété énergétique.

La suite du Grand Projet Saurupt : les amphis et le Centre Universitaire de Coopération Economique et Sociale (CUCES)

Les trois amphis ont obtenu une autorisation d'ouverture en novembre 2023, en tant qu'établissement recevant du public (ERP) de 3^e catégorie de type R pour un effectif de 600 personnes. Le public peut donc être accueilli en sécurité et accessibilité. Les besoins des principaux services utilisateurs ont été recueillis dans le cadre d'études pour les moderniser, améliorer leur confort d'usage et leur efficacité énergétique.

Le bâtiment CUCES a fait l'objet d'études techniques préalables et d'une évaluation de sa capacité à accueillir l'ensemble des services présents dans le bâtiment « Petit Saurupt » ainsi que les besoins de stockage, réunion, concours.

La rénovation énergétique de la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN) de l'Aube à Troyes

Le bâtiment vétuste et chauffé au fioul, fera l'objet d'une lourde rénovation avec isolation des façades et de la toiture, remplacement des fenêtres, passage à un chauffage aux granulés bois, reconfiguration des sanitaires et pose de panneaux photovoltaïques en toiture.

L'attribution des marchés aux entreprises de travaux a eu lieu en juin 2024 pour permettre au bâtiment de gagner 2 classes énergétiques et d'arriver en classe A. La durée prévisionnelle des travaux en site semi-occupé est d'environ un an et demi à compter de septembre 2024.

DIRAGE

La requalification de l'amphithéâtre du rectorat à Reims

Le bâtiment du rectorat dispose d'un ancien amphithéâtre de 500 places, désaffecté depuis 2004 pour des raisons de sécurité. Le projet porté auprès du ministère consiste à réaménager le volume de l'amphithéâtre afin de constituer des petits espaces de travail modulables (espaces de réunions pour des groupes de 3 à 4 personnes, postes de travail isolés pour des agents itinérants, y compris hors de la sphère MENJ/MESR), d'offrir une cafétéria mieux adaptée aux effectifs du rectorat et de créer une salle multi activités à destination des personnels. L'opération est actuellement au stade des études permettant de lancer la consultation des entreprises de travaux. Le bouclage du financement devrait être achevé début 2025.

Achèvement des travaux de rénovation énergétique de la DSDEN des Ardennes

Dans le cadre du plan de relance des bâtiments publics de 2020, la DSDEN 08 a bénéficié d'une dotation pour des travaux de rénovation visant un gain énergétique de plus de 38%, une amélioration du confort thermique d'été dans le bâtiment et la mise en accessibilité pour les personnes à mobilité réduite du rez-de-chaussée.

La réception des travaux dont la conduite d'opération était assurée par les services techniques du ministère de l'intérieur a été prononcée en novembre 2023, après de forts aléas de chantier.

Raccordement au réseau de chaleur urbain de la DSDEN du Bas-Rhin

Le bâtiment chauffé jusqu'à présent grâce à des chaudières au gaz naturel, va faire l'objet de travaux en 2024 afin de le raccorder à un réseau de chaleur urbain. Ce réseau de chaleur distribue de l'eau de chauffage à différents bâtiments de plusieurs quartiers depuis une chaufferie centrale indépendante. Le raccordement a pour conséquence à l'échelle du bâtiment le retrait des chaudières gaz existantes et leur remplacement par un échangeur de chaleur. A l'occasion de cette opération, des travaux d'amélioration de la régulation et de la distribution de chauffage vont être réalisés. L'énergie utilisée pour la production de chaleur de ce réseau étant issue majoritairement d'énergies renouvelables, cette opération qui s'inscrit pleinement dans la démarche de transformation écologique de l'Etat va permettre de réduire l'empreinte carbone du site.

La réalisation des travaux est prévue de juillet à septembre 2024.

— Pour l'immobilier de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Achèvement des plans de relance, de résilience et instruction de l'appel à projets transition énergétique (AAP TE2024)

Dans le cadre du plan de relance, 75 projets portés par les établissements d'enseignement supérieur de la région académique ont été retenus fin 2020 pour un montant supérieur à 85,5 M€. Les marchés de travaux et les subventions de l'Etat ont été réalisés de 2022 à 2024 ; la DIRAGE a procédé au suivi des projets et au versement des acomptes de subventions. A ce jour, les travaux sont achevés pour 68 projets.

Par ailleurs, la DIRAGE est intervenue pour les 2 plans de résilience comme pour le plan de relance : 46 projets des établissements d'enseignement supérieur de la région académique représentant une enveloppe de 1,9 M€ au titre du plan de résilience 1 ont été achevés, ainsi que 30 des 38 projets représentant une enveloppe de 5,8 M€ au titre du plan de résilience 2. Le solde des paiements est prévu avant fin 2024.

Enfin, au titre de l'appel à projets transition énergétique TE2024, sur les 48 projets instruits par la DIRAGE dans la région académique, 17 ont été sélectionnés pour un montant de 10,4 M€ et devraient être réalisés d'ici la fin 2025, sauf pour une opération de rénovation lourde.

DIRAGE

Contrat de Plan Etat-Région (CPER) dans un contexte budgétaire contraint

Le CPER 2021-2027 signé en février 2022, comprend 39 projets immobiliers universitaires publics avec une participation totale de l'Etat de 100,32 M€. La DIRAGE instruit les dossiers d'expertise des projets, programme et engage les financements de l'Etat, suit la réalisation des projets et procède au versement des subventions aux établissements ou collectivités maîtres d'ouvrage.

Compte tenu de l'annulation de crédits budgétaires en cours d'année 2024, le taux de réalisation (mise en place des AE Etat) sera de 37,5 % fin 2024.

Logements étudiants

Le sujet de la mobilisation pour le logement des étudiants et des jeunes actifs est une politique prioritaire du Gouvernement : « mieux accompagner les étudiants (logement, alimentation, santé) ».

Le poste du logement représente 57 % du budget des étudiants (Repères 2022 de l'observatoire national de la vie étudiante).

La région Grand Est compte 26,9 % de boursiers de l'enseignement supérieur. L'offre de lits à tarif modéré gérée par les CROUS va de 7,7 % à 10,5 % selon les CROUS.

Sur proposition de la région académique Grand Est, une comitologie est en cours de mise en place sous l'égide du Secrétaire général pour les affaires régionales et européennes (SGARE) et en collaboration avec la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) afin de mieux connaître l'offre, de territorialiser les besoins, et d'élaborer une stratégie à déployer afin de lever les obstacles à la création de logements étudiants avec l'ensemble des acteurs intervenant sur le logement étudiant (CROUS, universités, réseau HLM, FJT, Région, métropoles, Observatoire territorial du logement étudiant (OTLE)).

La DIRAGE tient à jour le recensement du foncier de l'Etat disponible pour développer le logement social étudiant.



Contactez la DIRAGE :

ce.dcp@region-academique-grand-est.fr



CHIFFRES CLÉS

6 114 bons de commande tous budgets opérationnels de programme (BOP) confondus sur l'ensemble de la région académique

Service national universel (SNU) :

22 marchés

Montant global d'achats de **3,7 M€**

1200 bons de commande, soit **19,63 %** de l'activité achat



La direction régionale académique des achats (DRAA) est un service multi-sites implanté dans les académies de Nancy-Metz, Reims et Strasbourg. Son siège est à Nancy.

La DRAA exerce notamment les missions suivantes :

- Elaboration et pilotage de la politique des achats de la région académique
- Programmation de la stratégie achat de la région académique
- Animation du réseau des acheteurs / prescripteurs
- Rédaction des procédures de marché et suivi de leur exécution
- Veille réglementaire et informations des services prescripteurs
- Programmation des achats en lien avec les divisions des affaires financières et les services prescripteurs
- Contrôle du respect des processus achat par l'ensemble des services prescripteurs de la région académique
- Garante de la performance achat.

Elle est composée de 11 personnes : 8 à Nancy-Metz, 1 à Reims et 2 à Strasbourg : 6 A, 3 B et 1,5 C.

Sur le site de chaque académie, des référents académiques achats assurent une mission de proximité. En tant qu'experts des segments achats de leur périmètre, ils maîtrisent le marché fournisseurs et identifient les besoins des services prescripteurs de leur territoire.

Le service est piloté par une directrice et une adjointe, basées à Nancy. Le service est renforcé depuis le 1^{er} juillet 2024 par un expert en ingénierie achat qui est chargé notamment de conseiller et d'apporter son expertise aux acteurs de la chaîne achat en vue d'optimiser l'achat public et de contribuer à sa performance. Le pôle achat de l'académie de Strasbourg sera également renforcé à la rentrée 2024 avec la requalification du support de catégorie B en catégorie A. La démarche doit être poursuivie sur le site de Reims qui ne dispose que d'un support, de catégorie B.



Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2023/2024

La direction est chargée de déployer les marchés nationaux (ministériels ou interministériels) ou régionaux (plateforme régionale des achats – PFRA). Lorsqu'aucun support n'existe pour un besoin identifié, elle est chargée de mettre en place le support adapté : elle participe à la définition du besoin avec le service prescripteur, elle sélectionne la procédure de passation adaptée (marché avec ou sans publicité et mise en concurrence préalable, marché en procédure adaptée ou marché en procédure formalisée du type appel d'offre).

Les outils interministériels applicatifs propres aux acheteurs : PLACE et APPACH ont évolué avec la création d'un compte unique de gestion des procédures d'achat pour l'ensemble des membres de la DRAA et la fermeture progressive des comptes académiques détenus par les référents académiques ou services métier conformément à l'organisation dorénavant régionale des achats.

En 2023-2024, la DRAA a déployé plusieurs procédures formalisées. Cinq segments d'achat sont particulièrement concernés par ce type de procédures : **l'immobilier, l'informatique, le numérique, les examens et concours**, et depuis 2021, l'organisation de séjours de cohésion dans le cadre du **service national universel (SNU)**.

Globalement la région académique dispose de **plus de 158 supports contractuels** de type marchés permettant de sécuriser l'ensemble des actes d'achat académiques, sur un périmètre d'achats de l'ordre de 25,63 M€.

La DRAA a formalisé, dans le cadre de la montée en charge et de la généralisation du SNU, les procédures nécessaires à l'organisation des séjours de cohésion pour les dix sessions 2024 du SNU au lieu de trois en 2023 soit un triplement de l'activité générée, pour 22 supports contractuels déployés :

| Objet | Nombre de lots | Titulaires | Montant TTC |
|---|----------------|--|-------------|
| Marché dédié à l'hébergement et à la restauration | 8 | AZUREVA/ Domaine de l'Aube/ VVF/IGESA/La Jumenterie/CCAS EDF/PEP ALSACE et Domaine de LAHAYE | 3 550 000 € |
| Marché de délégation de gestion globale | 2 | ADEPPA et UCPA | 810 000 € |
| Marché de délégation de gestion partielle, à titre expérimental | 4 | Ligue de l'enseignement/ UFCV/LEO LAGRANGE/PEP ALSACE | 1 315 200 € |
| Marché de restauration | 6 | SODEXO (2lots)/ HIRONDELLES / GROSSMANN/VER- NOIS/ ETAHABITAT | 1 650 000 € |
| Marché d'équipement de type literie | 2 | SUBRENAT / DECATHLON | 167 760 € |

Des avenants vont être réalisés afin d’inclure les sessions qui seront mises en place à l’automne 2024 aux marchés actuels.

L’objectif au titre de 2024 de transférer aux référents académiques la rédaction des procédures et le suivi d’exécution de ces marchés a été atteint.

L’activité au titre des achats pour le SNU a occasionné l’émission de près de **1 200 bons de commandes** pour un montant total de **3,7 M€** au titre de 2023, sur un total de 6 114 bons de commande tous budgets opérationnels de programme (BOP) confondus sur l’ensemble de la région académique, soit 19,63 % de l’activité achat.

Dès la fin du premier semestre 2024, sont organisées à nouveau les procédures au titre de l’année 2025 en 12 sessions, à la demande du ministère. La pluri-annualité n’a pu être envisagée.

La DRAA a ensuite accompagné la **direction de l’immobilier** de la région académique Grand Est (DIRAGE) dans le cadre de la programmation et/ou déploiement des procédures nécessaires à l’exécution des prestations de travaux dans les services académiques :

| Site | Objet | Montant TTC |
|------------|--|--------------|
| NANCY | Travaux résidence rectorale (N) | 78 000 € |
| | Maitrise d'œuvre pour le réhabilitation du bâtiment CUCES (P) | 960 000 € |
| | Maitrise d'œuvre rénovation amphithéâtres Saurupt (P) | 144 000 € |
| | Rénovation totale ascenseur DSDEN88 (P) | 90 000 € |
| | Travaux de rénovation des fenêtres extérieures amphithéâtres (P) | 120 000 € |
| | Grand Projet Saurupt : rédaction d'avenants MOE et MOA, solde assurance, protocole transactionnel (VBS), décomptes généraux et définitifs et mémoires en réclamation puis avec médiation | 34 000 000 € |
| REIMS | Marché Rénovation énergétique de la DSDEN 10 : relance de la procédure « déclarée sans suite » en 2023 (C) | 2 400 000 € |
| | Travaux de requalification de l'amphithéâtre du rectorat l'amphithéâtre du rectorat de Reims (P) | 2 040 000 € |
| | Etudes maîtrise d'œuvre DEET (P) | 216 000 € |
| STRASBOURG | Maitrise d'œuvre pour la réfection de la toiture de l'Hôtel du recteur (P) | 60 000 € |
| | Travaux de réfection de la toiture de l'Hôtel du recteur (P) | 840 000 € |
| | Travaux d'aménagement à l'INSPE Colmar pour l'intégration du service de l'école inclusive de la DSDEN 68 (P) | 228 000 € |

P= programmation, C= consultation, N= notification

La DRAA est l'interlocuteur de la DSIGE depuis 2009 notamment, et pour le compte du pôle national informatique hébergé à Nancy. A ce titre, deux marchés ont été lancés : un marché de qualification des applications nationales qui a été notifié à DSI GLOBAL GROUP (1,5 million d'euros) et une consultation dédiée à la « refonte » des prestations externalisées au titre du service Enquêtes du ministère avec le concours de la DNE et de la DSIGE (dont Climat scolaire) de 900 K€ HT.

Deux avenants ont été réalisés pour le marché de développements et supports de diffusion des applications informatiques nationales (20 millions d'euros HT).

L'activité de réalisation des prestations externalisées dans ce domaine (informatique de gestion) est totalement intégrée et maîtrisée par les deux services DRAA-DSIGE.

Enfin, dans le cadre du projet Territoire Numérique Educatif (TNE), la DRAA a lancé une consultation pour les besoins de la délégation régionale académique en matière de numérique éducatif (DRANE) : en UX Design (140 K€ HT). Le marché a été attribué, il est d'une durée de deux ans au maximum.

A ce jour ont été repérés : les nouveaux besoins nés des appels à projet (AAP) et appels à manifestation d'intérêt (AMI) pour lesquels les académies ou la région académique, lauréats, ont obtenu un financement, sont susceptibles de nécessiter des procédures dédiées pour être couverts, en l'absence de supports existants.

Dans ce cadre, la DRAA va accompagner les porteurs de projet afin de répondre au mieux à ces nouveaux enjeux soit par le biais d'achats sécurisés directement ou indirectement, en cohérence avec les orientations stratégiques notamment en matière d'achat responsable.

Le déploiement de ces supports nationaux et régionaux nécessitent de la part de la DRAA un travail de coordination entre les différents acteurs (DAF, services utilisateurs et/ou bénéficiaires) et d'accompagnement des services utilisateurs dans le déploiement opérationnel et le suivi d'exécution.

L'existence de supports régionaux et nationaux qui s'imposent aux services de l'Education nationale permettent d'unifier les procédures d'achat. Néanmoins les modalités et les pratiques de gestion entre les académies peuvent être différentes et s'exercer à différents niveaux.

La DRAA a par ailleurs déployé plusieurs marchés nationaux et régionaux au bénéfice des trois académies :

| Objet | Besoin | Support | Titulaires |
|--|-----------|-----------------------------|---|
| SOLIMP 4 | Récurrent | National | KYOCERA |
| Marché de flotte mobiles | Récurrent | National | SFR |
| Prestation de UX DESIGN pour la DRANE | Ponctuel | Région académique GRAND EST | Agence Indivisible : 165 000 euros TTC (max) |
| Prestation de qualification informatique pour le pôle national informatique | Récurrent | Région académique GRAND EST | DSI GROUP GLOBAL SERVICES : 1,5 M€ (max) |
| Fourniture de copies d'examens pour les besoins de la région académique (3 académies) | Nouveau | Région académique GRAND EST | EDITYS : |
| Location de matériels informatiques pour la réalisation de 7 concours nationaux (DEC) à Reims 2024 | Ponctuel | Région académique GRAND EST | KOESIO (7 lots) : |
| ELI : équipements de lutte contre l'incendie maintenance | Récurrent | Région GRAND EST PFRA | Suivant les départements |
| CVC : maintenance chaudières, ventilation et climatisation | Récurrent | Région GRAND EST PFRA | Suivant les départements |
| Appareils de levage : maintenance des ascenseurs, MC et PRM | Récurrent | Région GRAND EST PFRA | Suivant les départements |
| SSI : maintenance préventive des systèmes de sécurité incendie | Récurrent | Région GRAND EST PFRA | Suivant les départements |
| Prestation de service d'interprétariat traduction | Récurrent | Région GRAND EST PFRA | Strasbourg |
| Nettoyage des bureaux | Nouveau | Région GRAND EST | Suivant les lots départementaux : déploiement pour Nancy-Metz et Strasbourg en mai 2024 |
| Portes et barrières maintenance | Récurrent | Région GRAND EST PFRA | Reims, Nancy-Metz et Strasbourg |
| Travaux d'électricité câblages | Récurrent | Région GRAND EST PFRA | Suivant les départements utilisés par la DIRAGE |

La direction régionale académique des achats pour assurer sa mission sur le périmètre de la région académique va **transformer son organisation pour sécuriser, professionnaliser et améliorer l'achat.**

La fonction achat est reconnue au sein de la région académique. Il existe des stratégies achats différenciées par segment. Le recours aux supports ministériels et interministériels mis en place par le ministère sont maîtrisés et connus. Au niveau local, des leviers achat sont mis en place en amont et les synergies achat / prescripteur permettent, le plus souvent, d'intégrer les achats dès l'expression des besoins.

A ce titre **le projet de service présenté au recteur de région en décembre 2023**, a été formalisé autour des trois axes stratégiques, déclinés ensuite en axes opérationnels, s'établissant comme suit :

- Sécuriser la chaîne de l'achat ;
- Assurer la visibilité interne et externe de la DRAA ;
- Assurer la performance achat.

Différents leviers peuvent être actionnés pour améliorer l'organisation :


- Mutualiser les besoins et élever le niveau d'expertise en adoptant une approche plus globale et transversale. L'intégration plus efficiente des différents acteurs permettra également d'envisager d'autres stratégies afin de peser vis-à-vis du secteur économique ;
- Elaborer la cartographie régionale et construire des indicateurs permettant, d'une part, de démontrer que la fonction achat est créatrice de valeur en mettant en avant les possibles gains d'achat, les externalisations ou internalisations possibles, les mutualisations, les évolutions de procédure (ex : le déploiement de la carte achat) et, d'autre part, poursuivre la démarche de régionaliser les procédures d'achat, en co-construction (cas du marché de copies d'examens) ;
- Construire et faire vivre la relation acheteur prescripteur et développer un réseau à l'échelle de la région académique : actions de communication pour promouvoir l'activité de la direction et actions de formation / information des prescripteurs afin de capitaliser sur les compétences du réseau ;
- Recourir à des outils régionaux d'acheteurs (PLACE et APPACH) qui ont un effet levier fort car la DRAA est la seule à pouvoir intervenir sur ce champ.
- Unifier les pratiques achats et recentrer le service sur la fonction achats



Contacter la DRAA :

ce.draa@region-academique-grand-est.fr





Rapport d'activité des services inter-académiques



CHIFFRES CLÉS

Nombre de comptes académiques : 176 8386

Nombre d'applications gérées par la DSIGE :
211 applications académiques + 184 applications nationales

Nombre de demande d'assistance par an : 97 910 tickets pour le Grand Est

**Nombre de serveurs et volume de data en To : 1 388 serveurs
pour un stockage de données de 365 To**

Nombre de postes de travail : 6078 PC



Le service inter-académique des systèmes d'information a été créé le 1er juin 2021. Il regroupe les DSI des 3 académies de Reims, Nancy-Metz et Strasbourg avec un effectif de 206 agents internes, soit en ajoutant les prestataires des missions nationales un total d'environ 250 personnes.

- **Département Relation Usager (DRU)** : département en charge de l'assistance des agents Education nationale du Grand Est (y compris dans les établissements scolaires), et des équipements des agents dans les services académiques (Rectorat, DSDEN, IEN/CIO...).
- **Département Innovation et Développement (DID)** : département en charge des développements académiques, de l'intégration d'applications externes et de la mise à disposition des outils décisionnels de pilotage.
- **Département Applications Métier (DAM)** : département qui accompagne les services métiers dans l'usage des applications nationales et académiques. Les agents du DAM exploitent les systèmes d'information métiers.
- **Département Ingénierie et Architecture (DIA)** : département qui a en charge l'infrastructure système et réseau. De plus, ils maintiennent le réseau, la connexion Internet, et la téléphonie des services académiques (Rectorat, DSDEN, IEN/CIO...).



Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2023/2024

— Département Relation Usager

Au niveau de l'assistance des usagers, la première étape a été de mettre en place un outil commun pour gérer les demandes d'assistance (Kristal). La DSI GE a mis en place « Vigilance ticket » à la rentrée 2023, il s'agit d'une nouvelle organisation inter-académique de la DSI GE permettant de répondre rapidement aux diverses demandes des usagers, indépendamment du site DSI GE. Le procédé a été éprouvé lors des campagnes de changement de mot de passe de l'ensemble de la région académique, demandées par le ministère suite aux usurpations d'identité et des messages de menace dans les ENT.

— Département Ingénierie et Architecture

Le projet PHAC (déménagement des salles machines des 3 rectorats) permet de centraliser l'infrastructure sur un datacenter interministériel et de sécuriser la disponibilité de nos applications envers les agents de la région académique. La migration a été faite pour Nancy et Reims lors des années précédentes, et en 2024, Strasbourg a basculé sur le data center mutualisé d'Auzeville.

— Département Applications Métiers

Poursuite de la migration des systèmes d'information SIRH, avec une modernisation et une centralisation au niveau national des applications. Suite de la migration des populations restantes vers le système d'information interministériel : RenoIRH avec fiabilisation des procédures déployées, et mise en place de nouvelles fonctionnalités de type RPA (Automatisation de tâches répétitives), Virtuo (module de recrutement), ...

— Département Innovation et Développement

Développement d'applications à destination des services régionaux et des services inter-académiques avec une phase pilote pour la DRAJES, notamment sur des applications pour gérer les congés et les comptes épargne-temps (CET) au niveau de la région académique. Les applications sont développées avec des procédures mutualisées sur un socle technique commun, tout en s'adaptant aux besoins de chaque territoire (Identifiant pour l'authentification, IEF – Instruction En Famille, EANA Elève Allophones, Radio V2 – RGPD).

— Sécurité

Démarrage de la mise en place d'une cellule opérationnelle de sécurité, pour mieux établir des plans de sensibilisation auprès des usagers ou pour réagir en cas de cyber-attaque. Ce dispositif a été éprouvé pendant la période des messages de menace dans les ENT. De plus, des campagnes de changement de mot de passe coordonnées (basées sur une politique commune de sécurité) ont été mises en place au niveau de la région académique Grand Est, et ont permis de diminuer fortement les vols d'identité et de données.

— Organisation de la DSI GE

Poursuite de la mise en place de la nouvelle organisation inter-académique, et de la mise en avant des bénéfices de la mutualisation.



Contactez la DSI GE :

ce.dsi@region-academique-grand-est.fr



CHIFFRES CLÉS

| Concours de Recrutement des Professeurs des Écoles - CRPE | Postes offerts aux concours | Inscrits | Admis |
|---|-----------------------------|----------|-------|
| Reims | 169 | 1202 | 168 |
| Nancy-Metz | 307 | 1744 | 307 |
| Strasbourg | 260 | 1771 | 259 |



Créé le 1^{er} novembre 2021, le service basé à Strasbourg comprend 27 Équivalents temps plein (ETP) répartis dans les 3 académies auxquels s'ajoute le chef du service inter-académique secondé localement par 1 adjoint dans chaque académie.

Le service a en charge l'organisation de l'ensemble des concours de la région académique Grand Est : concours 1^{er} et 2nd degré, concours administratifs.

| Création | Nancy-Metz | Reims | Strasbourg | Ensemble |
|------------|--------------------|--------------------|---------------------|----------------------|
| 01/11/2023 | 1 Adjoint 9 ETP | 1 Adjoint 6 ETP | 1 Adjoint 12 ETP | 3 Adjoints 27 ETP |

Son organisation par pôle identifie des missions propres liées à l'organisation des concours pour chaque académie :

- Pôle « concours nationaux » piloté par l'académie de Reims. Mission de pilotage des concours du 2nd degré ;
- Pôle « concours 1^{er} degré » piloté par l'académie de Nancy-Metz ;
- Pôle « concours déconcentrés » piloté par l'académie de Strasbourg. Mission de pilotage des concours administratifs.

Chaque pôle est piloté par un référent localement en académie.



Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2023/2024

L'année 2023-2024 a été consacrée à concrétiser les projets annoncés. Ces travaux ont permis de réaliser une mutualisation des sujets des 3 épreuves orales du Concours de Recrutements des Professeurs des Écoles (CRPE) tout en définissant le cadre sécurisé à travers des organisations communes.

— Concours 1^{er} degré

S'intégrant dans le prolongement du calendrier commun initié l'année précédente, la session 2024 a permis de concrétiser une étape majeure du projet d'organisation du SIAC. La mutualisation des sujets des épreuves orales à l'échelle des 3 académies a permis de rationaliser les travaux en croisant les regards, en additionnant les compétences et les spécificités au service de chaque académie. Pour deux sessions, la répartition est la suivante : **La Leçon** : Nancy-Metz - **Les épreuves de langues** : Reims - **L'entretien** : Strasbourg.

- **Pilotage** : les travaux de conception des sujets et des grilles d'évaluation ont été pilotés par les 3 DASEN présidents de chaque jury autour d'un groupe de travail constitué d'Inspecteurs et de chargés de missions issus des 3 académies.
- **Réalisation** : maquettage et diffusion d'une centaine de sujets communs par chaque académie et supervisés par Nancy-Metz.
- **Sécurisation** : afin d'assurer une sécurisation des sujets à l'échelle de la région académique, des procédures partagées ont été mises en œuvre : simultanéité, planning commun des horaires des convocations, procédure d'alerte, communication d'urgence.

Le référent de l'académie de Nancy-Metz est en charge de la réception, la validation et de la distribution aux 3 académies.

— Concours déconcentrés

Le concours interministériel (Justice, Intérieur, Défense, Agriculture) de recrutement des personnels administratifs (ADJA – SA CN) est porté par l'académie de Strasbourg pour les 3 académies de la région Grand Est. L'affectation des lauréats du concours relevant par ailleurs de la région Grand Est.

L'expérimentation initiée avec la Préfecture, le Secrétaire général pour les affaires régionales et européennes (SGARE), et le Ministère de l'Éducation nationale a été reconduite. En effet, le chevauchement du concours interministériel organisé à Strasbourg pour le périmètre de la région académique télescopait l'épreuve d'admissibilité du concours relevant du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse organisé par chaque académie. Pour cette session, deux autres centres épreuves ont été implantés, l'un pour Nancy-Metz et l'autre pour Reims. L'objectif de cette décentralisation : accroître le nombre de candidats par un accès local sans concurrence pour les deux concours.

Désormais chaque académie organise une seule épreuve d'admissibilité pour tous les ministères y compris le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse. Cette nouvelle organisation permettant de limiter les déperditions en termes d'inscription, de présentation de l'épreuve d'admissibilité et encourage les candidats à présenter l'ensemble des concours.

L'épreuve d'admission reste quant à elle organisée dans l'académie de Strasbourg.

— Portail du service interacadémique

À la veille d'une modification du recrutement des Professeurs des écoles, deux formes de concours vont cohabiter pour les deux prochaines sessions. La méthode éprouvée de répartition de la charge de travail liée à la conception des sujets d'admission présentée précédemment sera un élément facilitateur pour cette transition. De plus les liens tissés entre les commissions pourront être élargis pour la conception des sujets d'admission d'un nouveau CRPE.

Dans une démarche de promotion des concours, un portail unique doit rapidement émerger. Conçu comme la première porte d'entrée des futurs candidats, il aura vocation à bien les informer en compilant les principales informations relatives aux différents concours.



Contacter le SIAC :

ce.examens-concours@ac-strasbourg.fr



CHIFFRES CLÉS

26 agents

4 pôles d'expertises

918 254 élèves recensés dans le premier et le second degré à la rentrée 2023

Des évaluations à la rentrée 2024 organisées sur **dix niveaux**,
du CP à la seconde



Le Service inter-académique des Statistiques apporte une aide au pilotage au recteur de région académique, aux recteurs d'académies, au secrétaire général de région académique et aux secrétaires généraux d'académie. Son siège est situé à Reims et il est composé de 26 agents répartis sur les trois sites de la région académique.

Le service propose des outils et des indicateurs d'aide à la décision et d'appui statistique au pilotage pour les acteurs régionaux et académiques.

Il conçoit des études, des analyses, des recherches et des publications pour appuyer et valoriser la mise en œuvre des politiques publiques aux différents échelons territoriaux. Il assure le pilotage du programme d'enquêtes statistiques de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) dans les trois académies. Il coordonne les travaux d'étude et de recherche qui sont menés entre la région académique, les académies et les partenaires extérieurs.

— Le guichet unique de réponse à la demande

L'adresse fonctionnelle « sias@region-academique-grand-est.fr » a été créée en Janvier 2022. Les responsables des trois sites sont destinataires des mails envoyés à cette adresse et peuvent ainsi organiser la réponse à la demande de portée régionale.



Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2023/2024

— Les réalisations du service et des pôles d'expertise en 2023/2024

Un certain nombre de travaux ont été menés dans le cadre des quatre pôles d'expertise inter-académiques, animés par un chef de pôle, agent du site sur lequel le pôle est implanté.

Pôle « analyse de données » (implanté sur le site de Strasbourg) : il permet de faire converger les pratiques et les sujets de publications dans les trois académies. Il procède au recensement des activités de rédaction dans les différentes académies et arbitre pour chacune s'il y a lieu soit de remplacer les publications académiques par une publication régionale, soit de faire "en-série" de la même manière dans les trois académies, soit de laisser en l'état la publication académique. Dans les premiers sujets à traiter : constitution d'une charte graphique pour les publications en région académique, harmonisation des méthodes de calcul.

Pôle « développement statistique » (site de Strasbourg) : il permet de partager les outils et les méthodes utilisées dans les différentes académies. Il réfléchit à la façon de partager les données et le code, et aux éventuelles formations à mutualiser. Il est également un lieu d'échanges sur les bonnes pratiques de développement et d'assistance mutuelle. Il effectue une veille technologique et propose aux membres du service des présentations des éventuelles nouveautés dans son domaine de compétence (data visualisation, outils de partage). Cette année, le pôle a développé un outil commun de suivi et de contrôle des opérations de rentrée qui permet de renforcer la fiabilisation des bases élèves.

Pôle « Cartographie » (site de Nancy-Metz) : il permet d'échanger sur les pratiques et technologies de chaque académie en matière de cartographie dynamique ou statique. Si des demandes ou besoins communs sont identifiés, une convergence est recherchée pour faciliter la mutualisation des travaux. Le pôle est également un lieu de transmission et de veille technologique à l'attention du service entier, en proposant des animations et présentations. Cette année, le pôle a réalisé et proposé une cartographie des établissements publics à l'échelle de la région académique.

Pôle « référentiels et enquêtes » : il permet de recenser et d'analyser les pratiques de gestion des différents référentiels académiques (RAMSESE, BAN) pour dégager celles qui sont spécifiques à chaque académie et celles qui sont communes, afin de construire une boîte à outils et des fiches de procédure. Il permet également un meilleur partage des connaissances des bases. Des échanges réguliers ont eu lieu tout au long de l'année pour optimiser le profilage des nomenclatures ou apporter une expertise en matière de mise à jour de RAMSESE.

Indépendamment des missions des pôles, un certain nombre de demandes de périmètre région académique ont été prises en charge de manière concertée entre les 3 sites du service. Le document chiffres clés a également été mis à jour dans les mêmes conditions.



Contactez le SIAS :

sias@region-academique-grand-est.fr



CHIFFRES CLÉS

272 nouveaux recours contentieux

390 demandes de protection fonctionnelle

25 000 actes transmissibles contrôlés en 2023 pour **712** établissements



Le service inter-académique des affaires juridiques a été créé par arrêté du 1er décembre 2021.

Il est placé sous l'autorité hiérarchique du recteur de l'académie de Reims et sous l'autorité fonctionnelle des deux autres recteurs.

Il regroupe, pour chacune des académies, les services des affaires juridiques et les services de « conseil et contrôle des établissements publics locaux d'enseignement » (S3CL).

L'académie de Strasbourg a fusionné le service « vie scolaire » en charge notamment des affaires disciplinaires avec le service des affaires juridiques calquant ainsi son organisation sur les deux autres académies.

Le ministère a entrepris un audit national des SIAAJ indiquant que seuls 2 SIAAJ, dont celui du Grand Est, incluent dans leur périmètre le service des affaires juridiques et le service « conseil et contrôle des établissements publics locaux d'enseignement », ce dernier en étant en général exclu.

Le SIAAJ compte 29 personnes (15 catégories A, 11 catégories B et 3 catégories C).

Trois équivalents temps plein (ETP) ont été attribués au cours de cette année scolaire pour accompagner le déploiement d'Op@le et contrôler les comptes financiers des EPLE.

Quatre emplois de catégorie A sont vacants et font l'objet de procédures de recrutement.



Les principaux chantiers et dossiers suivis ou impulsés en 2023/2024

— Activités des services des affaires juridiques

L'activité contentieuse varie d'une académie à l'autre, les travaux préparatoires ayant conduit au choix de l'absence de spécialisation des services au bénéfice d'une activité territoriale.

- 272 nouveaux recours contentieux (soit 29 de plus qu'en 2022) ont été enregistrés dont 25 ont débouté l'administration.
- 390 demandes de protection fonctionnelle en 2023 (277 en 2022), dont 274 pour l'académie de Nancy-Metz. 33 seulement ont été refusées.

— Activités des services dits « Rconseils »

L'activité de ces 3 services s'oriente essentiellement sur le conseil et l'accompagnement des secrétaires généraux d'EPL, des agents comptables et des chefs d'établissement.

- 25 000 actes transmissibles ont été contrôlés en 2023 pour 712 établissements.

Les nouveaux ETP sont chargés en complément de l'accompagnement du déploiement d'Op@le, du contrôle des comptes des EPL.

— Autres dossiers suivis

L'instruction en famille (IEF) tout comme les affaires disciplinaires représente une part d'activité croissante pour l'académie de Strasbourg. Depuis la rentrée, le nombre de dossiers examinés en commission d'appel des conseils de discipline est passé de 42 à 63 dossiers, soit 2 à 3 commissions par mois (16 commissions à ce jour). S'agissant de l'IEF, l'équipe de Strasbourg a en charge l'organisation totale des commissions, la constitution des fiches de synthèse, l'animation de la commission, la rédaction et l'envoi des arrêtés. 150 dossiers sont à examiner, 9 commissions Recours Administratif Préalable Obligatoire (RAPO) sont déjà programmées, à raison de 20 dossiers au moins par commission.

— Perspectives

- Le 26 septembre 2024 aura lieu la journée inter-académique du SIAAJ. Elle permettra de réunir en présentiel, à Reims, l'ensemble des collaborateurs du SIAAJ.
- Le plan de formation sur 3 ans évoqué en 2023 commencera par la thématique des marchés publics prise en charge par l'académie de Reims. Il appartiendra à l'une des deux autres académies de prendre en charge la formation « propriété intellectuelle ».
- Un espace collaboratif a été créé sur RESANA et en cours d'appropriation par les équipes.

Notes

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....



**RÉGION ACADÉMIQUE
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

